Table of Contents

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission au Darfour....1

Le 22e Régiment n'a aucun traitement de faveur....2

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission au Darfour....3

Le 22e Régiment n'a aucun traitement de faveur....4

Une mission de huit mois, c'est long....5

Une mission de huit mois, c'est long....7

Soldats québécois en Afghanistan; Aucun traitement de faveur....9

Soldats québécois en Afghanistan; Aucun traitement de faveur....11

Les otages sud−coréens sont toujours en vie....13

Le ministre O'Connor nie tout différend avec le général Hillier....14

Pas de traitement de faveur pour les francophones en Afghanistan....15

Le cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC....17

Agir à sa guise ?....18

Les otages sud−coréens sont toujours en vie....20

Le ministre O'Connor nie tout différend avec le général Hillier....21

Pas de traitement de faveur pour les francophones en Afghanistan....22

Le cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC....24

Agir à sa guise ?....25

Quand l'artillerie enterre le clairon....27

Retour d'Afghanistan....28

Mon clin d'oeil....29

Donald Rumsfeld réapparaît....30

Action autour des otages....31

Table of Contents

1000 milliards $ pour les guerres des É.−U. 32

Le déploiement à mi−chemin 33

Laroche à la défense du Royal 22e; L'officier dément la rumeur voulant que les soldats francophones n'aillent pas au combat 34

Quand l'artillerie enterre le clairon 36

Retour d'Afghanistan 37

Mon clin d'oeil 38

Donald Rumsfeld réapparaît 39

Action autour des otages 40

1000 milliards $ pour les guerres des É.−U. 41

Le déploiement à mi−chemin 42

Laroche à la défense du Royal 22e; L'officier dément la rumeur voulant que les soldats francophones n'aillent pas au combat 43

Libre opinion: B'naï Brith et le droit de critiquer la politique néoconservatrice 45

Siège éjectable 47

Rumsfeld se défend devant le Congrès 48

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones 49

Pas de militaires canadiens au Darfour; Ottawa ne se sent pas concerné par la mission onusienne au Soudan 51

Libre opinion: B'naï Brith et le droit de critiquer la politique néoconservatrice 54

Siège éjectable 56

Rumsfeld se défend devant le Congrès 57

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones 58

Pas de militaires canadiens au Darfour; Ottawa ne se sent pas concerné par la mission onusienne au Soudan 60

Table of Contents

L'ONU au Darfour....63

Rumsfeld réapparaît....65

Obama prêt à frapper les terroristes au Pakistan....66

Afghanistan; Les soldats du Québec n'auront pas de traitement de faveur....68

L'ONU au Darfour....70

Rumsfeld réapparaît....72

Obama prêt à frapper les terroristes au Pakistan....73

Afghanistan; Les soldats du Québec n'auront pas de traitement de faveur....75

Mon clin d'oeil....77

Mon clin d'oeil....78

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission de paix au Darfour....79

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones....81

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones....83

Général....85

Le Cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC....89

Un commandant d'Al−Qaïda exhorte les Pakistanais à renverser le régime de Musharraf....90

Otages sud−coréens: Séoul et Washington excluent une opération militaire, selon un responsable sud−coréen....91

Un soldat de l'OTAN, un policier afghan et 10 militants tués dans des combats en Afghanistan....92

Un onzième contingent de soldats canadiens s'envole pour l'Afghanistan....93

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission de paix au Darfour....94

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones....96

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones....98

Général....100

Table of Contents

Le Cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC.....104

Un commandant d'Al−Qaïda exhorte les Pakistanais à renverser le régime de Musharraf.....105

Otages sud−coréens: Séoul et Washington excluent une opération militaire, selon un responsable sud−coréen.....106

Un soldat de l'OTAN, un policier afghan et 10 militants tués dans des combats en Afghanistan.....107

Un onzième contingent de soldats canadiens s'envole pour l'Afghanistan.....108

Le ministre O'Connor nie tout différend avec Hillier face à l'Afghanistan.....109

−−LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00−−.....110

Le ministre O'Connor nie tout différend avec Hillier face à l'Afghanistan.....112

−−LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00−−.....113

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission au Darfour

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 18
SOURCE: AP
BYLINE: Angela Doland
DATELINE: PARIS
WORD COUNT: 162

La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU–Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques.

Mardi, après de longues semaines de tractations ardues, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26 000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

Cette force hybride, qui devrait arriver d'ici la fin de l'année pour prendre le relais de l'exangue force africaine de 7000 hommes, sera composée à la fois de Casques bleus de l'ONU et de soldats de l'Union africaine.

La plupart des pays occidentaux ne devraient y participer que de manière limitée, nombre d'entre eux mobilisant déjà des forces importantes dans diverses activités de maintien de la paix, ou en Irak et Afghanistan.

Le 22e Régiment n'a aucun traitement de faveur

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.02
SECTION: National
PAGE: 17
SOURCE: La Presse
BYLINE: GILLES TOUPIN
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 343

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû hier faire cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réserviste, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambiguës à propos de la mission militaire en Afghanistan. "Je n'invente rien, a−t−il lancé aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Avec la Presse Canadienne

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission au Darfour

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 18
SOURCE: AP
BYLINE: Angela Doland
DATELINE: PARIS
WORD COUNT: 162

La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU–Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques.

Mardi, après de longues semaines de tractations ardues, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26 000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

Cette force hybride, qui devrait arriver d'ici la fin de l'année pour prendre le relais de l'exangue force africaine de 7000 hommes, sera composée à la fois de Casques bleus de l'ONU et de soldats de l'Union africaine.

La plupart des pays occidentaux ne devraient y participer que de manière limitée, nombre d'entre eux mobilisant déjà des forces importantes dans diverses activités de maintien de la paix, ou en Irak et Afghanistan.

Le 22e Régiment n'a aucun traitement de faveur

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.08.02
SECTION: National
PAGE: 17
SOURCE: La Presse
BYLINE: GILLES TOUPIN
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 343

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû hier faire cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réserviste, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambiguës à propos de la mission militaire en Afghanistan. "Je n'invente rien, a−t−il lancé aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Avec la Presse Canadienne

Une mission de huit mois, c'est long

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	15
BYLINE:	LOUIS TREMBLAY
PHOTO:	(Photo Louis Tremblay) (Photo Louis Tremblay)
DATELINE:	Valcartier
ILLUSTRATION:	ENFIN – Le petit Guillaume est demeuré accroché au cou deson père, David Lavoie, pendant de longues minutes à Valcartier.; RETROUVAILLES – Martine Simard était fière de son fils, Joël Pedneault, qui a complété sa mission en sol afghan.
WORD COUNT:	468

Les derniers militaires de l'unité de 150 fantassins du Royal 22e Régiment qui rentraient d'une mission de huit mois en Afghanistan ont finalement franchi les barrières de la 5e Brigade de Valcartier vers 1 h 15 dans la nuit de mardi à hier.

Le jeune Guillaume Lavoie, quatre ans, dont le père David revenait à la maison a rapidement reconnu celui qu'il attendait avec impatience depuis deux semaines. Le bambin a sauté au cou de son père et ne l'a plus lâché jusqu'à la maison, comme l'ont fait tous les enfants présents dans le quartier général du régiment d'infanterie.

"Les dernières semaines ont passé assez vite, car il y avait beaucoup de travail. Une mission de huit mois, c'est très long et difficile. Après les six mois, il te reste encore deux autres mois. Les autres rentrent et tu dois continuer", a raconté au Quotidien David Lavoie, ce militaire originaire de L'Anse–Saint–Jean, qui a passé les huit derniers mois en compagnie de son jeune frère au camp Nathan–Smith dans la province de Kandahar.

En 2004, David Lavoie avait effectué une première mission de six mois en Afghanistan. Il est donc en mesure de comparer les deux expériences et il est clair dans son esprit que celle qui a pris fin il y a une semaine a été beaucoup plus difficile. Il est cependant conscient que ces absences prolongées de la maison sont difficiles pour la conjointe qui doit s'occuper de tout.

Malgré les risques et l'ennui, David Lavoie sait qu'il devra possiblement participer à un autre déploiement en 2009: "On se sait pas ça sera où, mais c'est notre devoir et il faut le faire. Nous allons nous préparer", a conclu le caporal Lavoie, qui prend deux semaines de vacances avant de reprendre l'entraînement.

Retour à l'école

Joël Pedneault a quant à lui effectué la plus longue mission autorisée aux membres des Forces canadiennes. Il a quitté le Saguenay il y a neuf mois et a revu sa mère pour la première fois dans la nuit de mardi à hier. La rencontre était émouvante et le jeune homme, qui portait avec fierté son béret régimentaire orné des armoiries du Régiment du Saguenay.

"C'est assez l'armée pour un certain temps. Je vais retourner à l'école. La mission a été très longue, mais ça s'est bien passé", a–t–il déclaré quelques minutes après avoir serré sa mère dans ses bras.

Pendant son séjour en Afghanistan, Joël Pedneault avait l'opportunité de devenir membre d'une unité régulière de la Défense nationale. L'état–major des Forces canadiennes offre cette opportunité aux miliciens, surtout

ceux qui ont fait leur classe pendant une mission à l'étranger.

Joël Pedneault n'était pas prêt à cette transition. Il entend continuer sa carrière militaire avec le Régiment du Saguenay tout en se concentrant sur ses études.

ltremblay@lequotidien.com

Une mission de huit mois, c'est long

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	15
BYLINE:	LOUIS TREMBLAY
PHOTO:	(Photo Louis Tremblay) (Photo Louis Tremblay)
DATELINE:	Valcartier
ILLUSTRATION:	ENFIN – Le petit Guillaume est demeuré accroché au cou deson père, David Lavoie, pendant de longues minutes à Valcartier.; RETROUVAILLES – Martine Simard était fière de son fils, Joël Pedneault, qui a complété sa mission en sol afghan.
WORD COUNT:	468

Les derniers militaires de l'unité de 150 fantassins du Royal 22e Régiment qui rentraient d'une mission de huit mois en Afghanistan ont finalement franchi les barrières de la 5e Brigade de Valcartier vers 1 h 15 dans la nuit de mardi à hier.

Le jeune Guillaume Lavoie, quatre ans, dont le père David revenait à la maison a rapidement reconnu celui qu'il attendait avec impatience depuis deux semaines. Le bambin a sauté au cou de son père et ne l'a plus lâché jusqu'à la maison, comme l'ont fait tous les enfants présents dans le quartier général du régiment d'infanterie.

"Les dernières semaines ont passé assez vite, car il y avait beaucoup de travail. Une mission de huit mois, c'est très long et difficile. Après les six mois, il te reste encore deux autres mois. Les autres rentrent et tu dois continuer", a raconté au Quotidien David Lavoie, ce militaire originaire de L'Anse–Saint–Jean, qui a passé les huit derniers mois en compagnie de son jeune frère au camp Nathan–Smith dans la province de Kandahar.

En 2004, David Lavoie avait effectué une première mission de six mois en Afghanistan. Il est donc en mesure de comparer les deux expériences et il est clair dans son esprit que celle qui a pris fin il y a une semaine a été beaucoup plus difficile. Il est cependant conscient que ces absences prolongées de la maison sont difficiles pour la conjointe qui doit s'occuper de tout.

Malgré les risques et l'ennui, David Lavoie sait qu'il devra possiblement participer à un autre déploiement en 2009: "On se sait pas ça sera où, mais c'est notre devoir et il faut le faire. Nous allons nous préparer", a conclu le caporal Lavoie, qui prend deux semaines de vacances avant de reprendre l'entraînement.

Retour à l'école

Joël Pedneault a quant à lui effectué la plus longue mission autorisée aux membres des Forces canadiennes. Il a quitté le Saguenay il y a neuf mois et a revu sa mère pour la première fois dans la nuit de mardi à hier. La rencontre était émouvante et le jeune homme, qui portait avec fierté son béret régimentaire orné des armoiries du Régiment du Saguenay.

"C'est assez l'armée pour un certain temps. Je vais retourner à l'école. La mission a été très longue, mais ça s'est bien passé", a–t–il déclaré quelques minutes après avoir serré sa mère dans ses bras.

Pendant son séjour en Afghanistan, Joël Pedneault avait l'opportunité de devenir membre d'une unité régulière de la Défense nationale. L'état–major des Forces canadiennes offre cette opportunité aux miliciens, surtout

ceux qui ont fait leur classe pendant une mission à l'étranger.

Joël Pedneault n'était pas prêt à cette transition. Il entend continuer sa carrière militaire avec le Régiment du Saguenay tout en se concentrant sur ses études.

ltremblay@lequotidien.com

Soldats québécois en Afghanistan; Aucun traitement de faveur

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 23
SOURCE: La Presse; PC
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: Charlottetown
WORD COUNT: 509

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû hier faire cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réserviste, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambigus à propos de la mission militaire en Afghanistan. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de différend entre lui et le chef d'état−major, le général Rick Hillier, sur cette question, affirmant qu'ils étaient tous les deux d'accord pour que l'Armée nationale afghane (ANA) assume éventuellement le gros des combats contre les talibans.

Au cours d'un point de presse impromptu hier, en marge du caucus estival du gouvernement conservateur à l'Ile−du−Prince−Édouard, M. O'Connor a déclaré que les informations qu'il avait communiquées sur la mission afghane provenaient directement du général Hillier avec qui il communique régulièrement.

"Je n'invente rien, a−t−il lancé dans le foyer de l'hôtel Delta aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Le ministre de la Défense semblait soulagé hier d'avoir pu remettre les pendules à l'heure. Depuis quelques jours, le message gouvernemental sur l'Afghanistan semblait confus. En fin de semaine dernière, le général Hillier avait insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps aux soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant qu'ils puissent être en mesure de combattre les talibans, une déclaration qui semblait contredire celle du

ministre O'Connor.

Hier, ce dernier a affirmé que toute cette affaire avait été montée en épingle par les médias.

Soldats québécois en Afghanistan; Aucun traitement de faveur

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 23
SOURCE: La Presse; PC
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: Charlottetown
WORD COUNT: 509

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû hier faire cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réserviste, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambigus à propos de la mission militaire en Afghanistan. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de différend entre lui et le chef d'état−major, le général Rick Hillier, sur cette question, affirmant qu'ils étaient tous les deux d'accord pour que l'Armée nationale afghane (ANA) assume éventuellement le gros des combats contre les talibans.

Au cours d'un point de presse impromptu hier, en marge du caucus estival du gouvernement conservateur à l'Ile−du−Prince−Édouard, M. O'Connor a déclaré que les informations qu'il avait communiquées sur la mission afghane provenaient directement du général Hillier avec qui il communique régulièrement.

"Je n'invente rien, a−t−il lancé dans le foyer de l'hôtel Delta aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Le ministre de la Défense semblait soulagé hier d'avoir pu remettre les pendules à l'heure. Depuis quelques jours, le message gouvernemental sur l'Afghanistan semblait confus. En fin de semaine dernière, le général Hillier avait insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps aux soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant qu'ils puissent être en mesure de combattre les talibans, une déclaration qui semblait contredire celle du

ministre O'Connor.

Hier, ce dernier a affirmé que toute cette affaire avait été montée en épingle par les médias.

Les otages sud−coréens sont toujours en vie

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 15
SOURCE: AP
PHOTO: AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
ILLUSTRATION: Des manifestants demandent la libération immédiate des 21Sud−Coréens détenus.
WORD COUNT: 145

Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré hier, un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

Hier également, les hélicoptères de l'armée afghane ont largué des tracts avertissant la population de l'imminence d'une opération militaire dans le secteur où sont retenus les otages.

Mais l'armée a précisé que l'opération ne serait lancée que dans plusieurs semaines et qu'elle n'était pas liée aux otages, démentant des informations de presse selon lesquelles une tentative de libération par la force des 21 Sud−Coréens détenus depuis deux semaines avait été lancée.

Les talibans exigent toujours que leur revendication principale soit satisfaite, à savoir la remise en liberté de militants détenus par les autorités.

Le ministre O'Connor nie tout différend avec le général Hillier

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 14
SOURCE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
ILLUSTRATION: Le ministre Gordon O'Connor
WORD COUNT: 203

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

M. O'Connor, qui se trouve à Charlottetown pour une réunion du caucus conservateur, a fait l'objet de critiques récemment pour avoir semblé contredire son chef d'état−major, le général Rick Hillier, relativement à l'échéancier afghan.

M. O'Connor a insisté pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Le ministre, lui−même un ex−général, et tous les généraux impliqués dans la mission afghane, affirment désormais que l'entraînement de l'armée afghane sera le centre d'attention d'ici à février 2009, moment où le mandat de l'armée canadienne dans ce pays prend fin.

M. O'Connor fait valoir que l'entraînement ne placera pas les Canadiens à l'abri de tirs ennemis mais préparera les Afghans pour le départ éventuel des troupes de l'OTAN.

Darfour

M. O'Connor a par ailleurs indiqué que les Nations unies ne lui avaient pas demandé de troupes pour la mission au Darfour, au Soudan. Il a dit croire que toute demande éventuelle d'aide viserait plutôt de l'équipement, du transport ou de l'aide financière plutôt que des soldats.

Pas de traitement de faveur pour les francophones en Afghanistan

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	14
SOURCE:	PC
PHOTO:	Presse Canadienne
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmespérils que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan.
WORD COUNT:	507

Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier–général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier–général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

Rumeur

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier–général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie – environ 1200 hommes –, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

Police nationale

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier–général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Il faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a–t–il dit.

Le cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 13
SOURCE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 462

Des agents de la Gendarmerie royale du Canada, agissant sur l'ordre du cabinet du premier ministre, ont évincé des journalistes du hall d'un hôtel pour les empêcher de parler à des ministres conservateurs, mercredi.

Tandis que des groupes de touristes déambulaient librement dans le hall de l'hôtel Delta de Charlottetown, à l'Ile−du−Prince−Édouard, des policiers de la GRC en civil ont repoussé les journalistes qui s'étaient présentés à l'occasion de la séance estivale de stratégie de l'aile parlementaire du Parti conservateur. La rencontre de trois jours en prévision de la rentrée parlementaire de l'automne a lieu à cet hôtel. "Il y a un moment et un endroit pour les médias", a déclaré un policier à un petit groupe de journalistes, indiquant ainsi clairement qu'il ne s'agissait pas d'une question de sécurité, mais de stratégie de communications. L'agent, non identifié, a affirmé suivre les directives du cabinet du premier ministre.

Les journalistes n'étaient pas à portée d'oreille des discussions formelles du caucus, tant s'en faut. Mais ils étaient encore trop près pour les conservateurs, qui ont mis sur pied, en face de l'hôtel Delta, dans un édifice fédéral, une salle de travail pour les représentants des médias et ont promis que des parlementaires seraient disponibles pour des entrevues "lorsque ce sera approprié". Sandra Buckler, la directrice des communications du premier ministre Stephen Harper, a affirmé que les conservateurs − qui ont fait campagne en promettant une plus grande transparence − appliquaient simplement les mêmes pratiques que par le passé. Elle n'a pas commenté la pertinence du recours à la GRC pour tenir les journalistes à l'écart.

Le député Rahim Jaffer, président du caucus national, a été l'un des deux députés − sur 125 − à venir rencontrer les médias hier, premier jour du caucus. Après avoir d'abord indiqué que l'expulsion des journalistes visait à tenir ceux−ci à l'écart des familles des députés, M. Jaffer a soutenu que la décision avait été prise par la GRC pour des raisons de sécurité, même si des agents ont explicitement mentionné que la directive venait des conservateurs.

En soirée, M. Harper a prononcé un discours devant environ 900 personnes dans le cadre d'un rassemblement conservateur et d'un barbecue. Il n'a pas abordé l'épisode de l'expulsion. Son allocution a porté sur les thèmes conservateurs traditionnels et fait l'éloge des réalisations de son gouvernement au cours de ses 18 mois au pouvoir.

Le ministre de l'Agriculture, Chuck Strahl, a lui aussi traversé la rue pour s'adresser aux membres des médias.

L'éviction est survenue après que des journalistes aient eu une discussion à l'amiable, dans le hall de l'hôtel, avec le ministre de la Défense Gordon O'Connor sur la mission militaire en Afghanistan.

Agir à sa guise ?

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Forum
PAGE: 12
BYLINE: Jury, Pierre
WORD COUNT: 670

Une juge de la Cour fédérale a jeté cette semaine un pavé dans la mare du gouvernement conservateur qui souhaitait modifier le mécanisme de vente de grains dans l'Ouest. Depuis un amendement en 1998, ce sont les fermiers qui détiennent le contrôle de la Commission canadienne du blé. La juge a maintenu cette juridiction et rejeté les arguments du gouvernement à l'effet qu'il pouvait unilatéralement procéder à des modifications au fonctionnement de la CCB.

Par–delà le fond de l'argumentation entre les deux parties, les Canadiens pouvaient percevoir dans ce dossier la manière de faire du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Cette équipe au pouvoir croit parfois être en mesure d'agir à sa guise parce qu'elle détient les rênes du pouvoir. Son statut de minoritaire à la Chambre des communes ne l'inquiète nullement.

Cela n'est pas le seul domaine où le gouvernement Harper se comporte ainsi. Il l'a fait avec le Programme de contestation judiciaire, sans égards aux impacts que son abolition aurait sur les minorités au pays. Il traite avec la même désinvolture les opposants à sa réforme du Sénat, qu'il tente d'imposer sans passer par une conférence constitutionnelle. Ce sont des positions de ce genre qui lui valent des accusations d'être idéologique avant tout.

Cette manière de faire n'est pas réservée qu'aux conservateurs fédéraux. Au Québec, le gouvernement libéral de Jean Charest – à l'époque où il disposait d'une bonne majorité à l'Assemblée nationale – a martelé quelques projets de loi avec l'assurance d'un costaud qui se croit tout permis. A Toronto, les conservateurs de Mike Harris, au milieu des années 1990, ont péché dans le même sens dans les dossiers de l'hôpital Montfort, d'Ipperwash et de Walkerton. Il ne suffit pas de répéter ad nauseam qu'on a le droit et/ou l'autorité de faire quelque chose pour que cela fonctionne. L'exercice du pouvoir exige du doigté, de la diplomatie et une bonne dose d'abnégation. A défaut de quoi, il reste toujours des recours juridiques : cela n'est pas à la portée de chaque citoyen, ou de chaque organisation.

Dernièrement, nous avons vu Stephen Harper adoucir sa position sur la présence des soldats canadiens en Afghanistan au–delà de février 2009. Son gouvernement a aussi dû mettre de l'eau dans son vin anti–Kyoto. Voilà qu'il se fait dire de faire pareil avec la Commission canadienne du blé.

Ces jours–ci, en réunion à l'Ile–du–Prince–Édouard, les conservateurs fourbissent leurs armes en vue de la session parlementaire de l'automne. Nul doute qu'ils prendront bonne note de la plus récente décision de la Cour fédérale. Comme pour leurs autres intentions. C'est un gouvernement conservateur version allégée que nous pourrions voir au retour des vacances.

François Boileau

Le nouveau commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, est peu connu. Cet avocat a jusqu'ici surtout oeuvré dans l'ombre, au Programme de contestation judiciaire ainsi qu'à la Fédération canadienne des communautés francophones et acadienne. Tout récemment, il travaillait au Commissariat aux langues officielles, à Ottawa.

Aujourd'hui, il devient le nouveau chien de garde, si l'on veut, du français en Ontario. Il s'agit d'un nouveau poste dans l'appareil gouvernemental ontarien.

Le Droit lui souhaite évidemment bonne chance. Il en aura besoin, comme il aura besoin de détermination, de courage et d'appuis dans la communauté pour bien s'acquitter de sa tâche.

Pour les francophones, qui comptaient déjà sur l'Office des affaires francophones, le bureau du Commissaire aux services en français s'avérera un outil de plus à leur disposition. En ce sens, il faut féliciter le gouvernement libéral de Dalton McGuinty qui réalise ainsi un autre engagement électoral qui avait été fait aux Franco−Ontariens.

Certes, François Boileau aura bien peu de munitions pour accomplir son travail. Il aurait été préférable que son bureau relève de l'Assemblée législative plutôt que de du bureau de la ministre Madeleine Meilleur : ce sont des ajustements qu'il sera toujours possible de faire ultérieurement.

pjury@ledroit.com

Les otages sud−coréens sont toujours en vie

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 15
SOURCE: AP
PHOTO: AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
ILLUSTRATION: Des manifestants demandent la libération immédiate des 21Sud−Coréens détenus.
WORD COUNT: 145

Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré hier, un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

Hier également, les hélicoptères de l'armée afghane ont largué des tracts avertissant la population de l'imminence d'une opération militaire dans le secteur où sont retenus les otages.

Mais l'armée a précisé que l'opération ne serait lancée que dans plusieurs semaines et qu'elle n'était pas liée aux otages, démentant des informations de presse selon lesquelles une tentative de libération par la force des 21 Sud−Coréens détenus depuis deux semaines avait été lancée.

Les talibans exigent toujours que leur revendication principale soit satisfaite, à savoir la remise en liberté de militants détenus par les autorités.

Le ministre O'Connor nie tout différend avec le général Hillier

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 14
SOURCE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
ILLUSTRATION: Le ministre Gordon O'Connor
WORD COUNT: 203

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

M. O'Connor, qui se trouve à Charlottetown pour une réunion du caucus conservateur, a fait l'objet de critiques récemment pour avoir semblé contredire son chef d'état−major, le général Rick Hillier, relativement à l'échéancier afghan.

M. O'Connor a insisté pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Le ministre, lui−même un ex−général, et tous les généraux impliqués dans la mission afghane, affirment désormais que l'entraînement de l'armée afghane sera le centre d'attention d'ici à février 2009, moment où le mandat de l'armée canadienne dans ce pays prend fin.

M. O'Connor fait valoir que l'entraînement ne placera pas les Canadiens à l'abri de tirs ennemis mais préparera les Afghans pour le départ éventuel des troupes de l'OTAN.

Darfour

M. O'Connor a par ailleurs indiqué que les Nations unies ne lui avaient pas demandé de troupes pour la mission au Darfour, au Soudan. Il a dit croire que toute demande éventuelle d'aide viserait plutôt de l'équipement, du transport ou de l'aide financière plutôt que des soldats.

Pas de traitement de faveur pour les francophones en Afghanistan

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	14
SOURCE:	PC
PHOTO:	Presse Canadienne
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmespérils que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan.
WORD COUNT:	507

Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

Rumeur

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie – environ 1200 hommes –, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

Police nationale

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier–général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Il faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a–t–il dit.

Le cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 13
SOURCE: PC
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 462

Des agents de la Gendarmerie royale du Canada, agissant sur l'ordre du cabinet du premier ministre, ont évincé des journalistes du hall d'un hôtel pour les empêcher de parler à des ministres conservateurs, mercredi.

Tandis que des groupes de touristes déambulaient librement dans le hall de l'hôtel Delta de Charlottetown, à l'Ile−du−Prince−Édouard, des policiers de la GRC en civil ont repoussé les journalistes qui s'étaient présentés à l'occasion de la séance estivale de stratégie de l'aile parlementaire du Parti conservateur. La rencontre de trois jours en prévision de la rentrée parlementaire de l'automne a lieu à cet hôtel. "Il y a un moment et un endroit pour les médias", a déclaré un policier à un petit groupe de journalistes, indiquant ainsi clairement qu'il ne s'agissait pas d'une question de sécurité, mais de stratégie de communications. L'agent, non identifié, a affirmé suivre les directives du cabinet du premier ministre.

Les journalistes n'étaient pas à portée d'oreille des discussions formelles du caucus, tant s'en faut. Mais ils étaient encore trop près pour les conservateurs, qui ont mis sur pied, en face de l'hôtel Delta, dans un édifice fédéral, une salle de travail pour les représentants des médias et ont promis que des parlementaires seraient disponibles pour des entrevues "lorsque ce sera approprié". Sandra Buckler, la directrice des communications du premier ministre Stephen Harper, a affirmé que les conservateurs − qui ont fait campagne en promettant une plus grande transparence − appliquaient simplement les mêmes pratiques que par le passé. Elle n'a pas commenté la pertinence du recours à la GRC pour tenir les journalistes à l'écart.

Le député Rahim Jaffer, président du caucus national, a été l'un des deux députés − sur 125 − à venir rencontrer les médias hier, premier jour du caucus. Après avoir d'abord indiqué que l'expulsion des journalistes visait à tenir ceux−ci à l'écart des familles des députés, M. Jaffer a soutenu que la décision avait été prise par la GRC pour des raisons de sécurité, même si des agents ont explicitement mentionné que la directive venait des conservateurs.

En soirée, M. Harper a prononcé un discours devant environ 900 personnes dans le cadre d'un rassemblement conservateur et d'un barbecue. Il n'a pas abordé l'épisode de l'expulsion. Son allocution a porté sur les thèmes conservateurs traditionnels et fait l'éloge des réalisations de son gouvernement au cours de ses 18 mois au pouvoir.

Le ministre de l'Agriculture, Chuck Strahl, a lui aussi traversé la rue pour s'adresser aux membres des médias.

L'éviction est survenue après que des journalistes aient eu une discussion à l'amiable, dans le hall de l'hôtel, avec le ministre de la Défense Gordon O'Connor sur la mission militaire en Afghanistan.

Agir à sa guise ?

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.02
SECTION: Forum
PAGE: 12
BYLINE: Jury, Pierre
WORD COUNT: 670

Une juge de la Cour fédérale a jeté cette semaine un pavé dans la mare du gouvernement conservateur qui souhaitait modifier le mécanisme de vente de grains dans l'Ouest. Depuis un amendement en 1998, ce sont les fermiers qui détiennent le contrôle de la Commission canadienne du blé. La juge a maintenu cette juridiction et rejeté les arguments du gouvernement à l'effet qu'il pouvait unilatéralement procéder à des modifications au fonctionnement de la CCB.

Par–delà le fond de l'argumentation entre les deux parties, les Canadiens pouvaient percevoir dans ce dossier la manière de faire du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Cette équipe au pouvoir croit parfois être en mesure d'agir à sa guise parce qu'elle détient les rênes du pouvoir. Son statut de minoritaire à la Chambre des communes ne l'inquiète nullement.

Cela n'est pas le seul domaine où le gouvernement Harper se comporte ainsi. Il l'a fait avec le Programme de contestation judiciaire, sans égards aux impacts que son abolition aurait sur les minorités au pays. Il traite avec la même désinvolture les opposants à sa réforme du Sénat, qu'il tente d'imposer sans passer par une conférence constitutionnelle. Ce sont des positions de ce genre qui lui valent des accusations d'être idéologique avant tout.

Cette manière de faire n'est pas réservée qu'aux conservateurs fédéraux. Au Québec, le gouvernement libéral de Jean Charest – à l'époque où il disposait d'une bonne majorité à l'Assemblée nationale – a martelé quelques projets de loi avec l'assurance d'un costaud qui se croit tout permis. A Toronto, les conservateurs de Mike Harris, au milieu des années 1990, ont péché dans le même sens dans les dossiers de l'hôpital Montfort, d'Ipperwash et de Walkerton. Il ne suffit pas de répéter ad nauseam qu'on a le droit et/ou l'autorité de faire quelque chose pour que cela fonctionne. L'exercice du pouvoir exige du doigté, de la diplomatie et une bonne dose d'abnégation. A défaut de quoi, il reste toujours des recours juridiques : cela n'est pas à la portée de chaque citoyen, ou de chaque organisation.

Dernièrement, nous avons vu Stephen Harper adoucir sa position sur la présence des soldats canadiens en Afghanistan au–delà de février 2009. Son gouvernement a aussi dû mettre de l'eau dans son vin anti–Kyoto. Voilà qu'il se fait dire de faire pareil avec la Commission canadienne du blé.

Ces jours–ci, en réunion à l'Ile–du–Prince–Édouard, les conservateurs fourbissent leurs armes en vue de la session parlementaire de l'automne. Nul doute qu'ils prendront bonne note de la plus récente décision de la Cour fédérale. Comme pour leurs autres intentions. C'est un gouvernement conservateur version allégée que nous pourrions voir au retour des vacances.

François Boileau

Le nouveau commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, est peu connu. Cet avocat a jusqu'ici surtout oeuvré dans l'ombre, au Programme de contestation judiciaire ainsi qu'à la Fédération canadienne des communautés francophones et acadienne. Tout récemment, il travaillait au Commissariat aux langues officielles, à Ottawa.

Aujourd'hui, il devient le nouveau chien de garde, si l'on veut, du français en Ontario. Il s'agit d'un nouveau poste dans l'appareil gouvernemental ontarien.

Le Droit lui souhaite évidemment bonne chance. Il en aura besoin, comme il aura besoin de détermination, de courage et d'appuis dans la communauté pour bien s'acquitter de sa tâche.

Pour les francophones, qui comptaient déjà sur l'Office des affaires francophones, le bureau du Commissaire aux services en français s'avérera un outil de plus à leur disposition. En ce sens, il faut féliciter le gouvernement libéral de Dalton McGuinty qui réalise ainsi un autre engagement électoral qui avait été fait aux Franco−Ontariens.

Certes, François Boileau aura bien peu de munitions pour accomplir son travail. Il aurait été préférable que son bureau relève de l'Assemblée législative plutôt que de du bureau de la ministre Madeleine Meilleur : ce sont des ajustements qu'il sera toujours possible de faire ultérieurement.

pjury@ledroit.com

Quand l'artillerie enterre le clairon

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Arts & Spectacles
PAGE: A7
BYLINE: Cameron, Daphné
WORD COUNT: 205

Jugeant ses opérations en Afghanistan trop coûteuses, l'armée néerlandaise a décidé d'annuler les prestations de son orchestre au neuvième Festival international de musiques militaires de Québec (FIMMQ). Les concerts du Royal Netherlands Army Mounted Regiments, censés avoir lieu les 22 et 23 août, seront remplacés par la musique du Royal 22e Régiment.

"Le chef d'état–major de l'armée néerlandaise a pris cette décision avec beaucoup de désolation, affirme le président du FIMMQ, Yvan Lachance. L'armée hollandaise subira des compressions budgétaires importantes dans les prochains six mois en raison de l'ampleur non prévue des ressources financières déployées en Afghanistan. C'est sûr qu'on est déçus de perdre ce gros morceau à la dernière minute, mais en même temps, on comprend."

Malgré l'absence des Hollandais de la scène du Palais Montcalm, le président assure qu'ils reviendront à la charge en 2008. "Ce n'est que partie remise, dit–il. Les Canadiens ont contribué à la libération des Néerlandais lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est donc très important pour eux de venir ici le plus souvent possible." Selon les chiffres de l'OTAN, 1300 militaires néerlandais sont actuellement déployés en sol afghan.

dcameron@lesoleil.com

Retour d'Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Éditorial
PAGE: 22
WORD COUNT: 71

"Hier, ma mère m'a avisé qu'elle tiendra un brunch le 12 août en l'honneur de mon frère, de retour d'Afghanistan", écrit Benjamin Poirier de Montréal. "Ma mère était une humaniste pacifique, écrit–il... Elle a complètement écartée la dimension militaire et toute la famille doit maintenant accueillir ce héros qui a mis sa vie en péril..."

A lire sur www.lesoleil.com sous la rubrique Opinion.

Mon clin d'oeil

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Éditorial
PAGE: 22
COLUMN: Mon clin d'oeil
SOURCE: Collaboration spéciale
BYLINE: Laporte, Stéphane
WORD COUNT: 31

Les soldats québécois n'ont pas de traitement de faveur en Afghanistan, il n'y a toujours pas de pop tarts au mess des officiers.

Donald Rumsfeld réapparaît

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Le Monde
PAGE:	20
PHOTO:	AFP
ILLUSTRATION:	L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld,est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort en Afghanistan en 2004 du soldat Patrick Tillman, ex−star de football américain. "Je sais que je ne chercherais pas à dissimuler la vérité. Je sais que personne à la Maison−−Blanche ne m'a conseillé de faire une telle chose", a assuré M. Rumsfeld lors d'une audition devant une commission de la Chambre des représentants, répétant ce qu'il avait déjà dit par le passé sur cette affaire. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des insurgés talibans. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains.

Action autour des otages

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Le Monde
PAGE: 20
SOURCE: AFP; AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
WORD COUNT: 429

Les talibans ont menacé hier de tuer "à tout moment" d'autres otages sud−coréens après l'expiration d'un ultimatum, alors que des tracts mettant en garde contre une opération militaire ont été largués dans la région où sont détenus depuis 14 jours les 21 otages.

Les otages, parmi lesquels 16 femmes, étaient toujours vivants hier après l'expiration de l'ultimatum et le "conseil de direction des talibans" était "en train de prendre une décision" sur leur sort, a déclaré par téléphone Youssouf Ahmadi, porte−parole des rebelles, soulignant que des otages pouvaient être tués "à tout moment". Deux otages, un pasteur de 42 ans et un enseignant de 29 ans, ont été tués depuis l'enlèvement du groupe le 19 juillet dans la province de Ghazni (140 km au sud de Kaboul).

Les talibans exigent un échange de prisonniers avec les autorités afghanes qui réclament, pour leur part, la libération sans condition des 16 femmes du groupe d'otages qui, selon les rebelles, sont malades.

La tension est montée d'un cran dans la province de Ghazni où des tracts largués par hélicoptères dans plusieurs régions ont appelé la population à se mettre à l'abri en prévision d'opérations militaires contre les insurgés.

Le ministère de la Défense a assuré que ces "opérations de routine" n'avaient pas pour but de libérer par la force les otages. Les talibans avaient déjà averti qu'ils tueraient les otages si une telle opération de sauvetage était lancée.

L'envoyé spécial de la présidence sud−coréenne, Baek Jong−chun, a fait savoir que Séoul était contre toute opération militaire pour libérer les otages, selon une agence de presse afghane. Washington est du même avis.

Séoul, Washington, Kaboul

Le gouvernement sud−coréen a demandé à Washington d'intervenir auprès du gouvernement afghan, tandis que ce dernier priait les talibans de prolonger leur ultimatum.

Des affrontements dans cette province de Ghazni ont fait depuis mardi 15 morts, 12 talibans présumés ainsi qu'un policier et deux de ses proches, selon les autorités afghanes.

Accentuant la pression sur Kaboul, les talibans ont par ailleurs revendiqué les meurtres de quatre magistrats afghans dont les corps, criblés de balles, ont été retrouvés hier avant l'aube, deux semaines après leur rapt près de Ghazni, où le groupe de Sud−Coréens a été enlevé à peu près au même moment.

Les Sud−Coréens, des membres de l'Église presbytérienne Saem−Mul pour la plupart âgés de 20 à 35 ans, ont été enlevés alors qu'ils circulaient à bord d'un autocar privé sur l'axe Kaboul−Kandahar (sud), l'un des plus dangereux d'Afghanistan. Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevé en Afghanistan depuis la chute du régime islamiste des talibans en novembre 2001.

1000 milliards $ pour les guerres des É.–U.

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Le Monde
PAGE: 20
COLUMN: En bref
SOURCE: AFP
DATELINE: Washington
WORD COUNT: 122

Les guerres en Irak et en Afghanistan pourraient coûter plus de 1000 milliards $ aux contribuables américains, soit le double de ce qui a déjà été dépensé, selon une estimation du Congrès américain publiée cette semaine. L'armée américaine compte actuellement environ 160 000 militaires en Irak et 25 000 en Afghanistan et le gouvernement américain a déjà dépensé quelque 500 milliards $ dans ces pays. L'argent dépensé inclut le coût du maintien de troupes, l'aide financière et médicale aux blessés et à leurs familles, la formation et l'équipement des forces irakiennes et afghanes et l'aide aux gouvernements de ces deux pays.

Le déploiement à mi−chemin

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 12
BYLINE: Normandin, Pierre−André
WORD COUNT: 133

Le déploiement des 2500 soldats de Valcartier en Afghanistan arrive à mi−chemin. Ce soir, un 11e vol mènera un groupe de 140 militaires vers Kandahar, ce qui portera le nombre de Québécois déployés à près de 1300. Il s'agit du quatrième contingent canadien à assurer la sécurité de la province de Kandahar depuis l'arrivée dans la région. Une première mission avait mené les soldats de Valcartier à se déployer en Afghanistan en 2004. Ils étaient toutefois basés dans la capitale du pays, Kaboul, beaucoup plus sécuritaire. Aucun militaire n'avait d'ailleurs perdu la vie durant ces six mois. A l'opposé, 63 des 66 soldats canadiens tués en Afghanistan depuis cinq ans sont morts à Kandahar.

Laroche à la défense du Royal 22e; L'officier dément la rumeur voulant que les soldats francophones n'aillent pas au combat

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	12
SOURCE:	PC
PHOTO:	Deschênes, Steve
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Le brigadier−général Guy Laroche commande les troupescanadiennes en Afghanistan.
WORD COUNT:	401

Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous, le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

Avec deux bataillons d'infanterie − environ 1200 hommes − , l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

Le ministre précise

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

Quand l'artillerie enterre le clairon

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Arts & Spectacles
PAGE: A7
BYLINE: Cameron, Daphné
WORD COUNT: 205

Jugeant ses opérations en Afghanistan trop coûteuses, l'armée néerlandaise a décidé d'annuler les prestations de son orchestre au neuvième Festival international de musiques militaires de Québec (FIMMQ). Les concerts du Royal Netherlands Army Mounted Regiments, censés avoir lieu les 22 et 23 août, seront remplacés par la musique du Royal 22e Régiment.

"Le chef d'état–major de l'armée néerlandaise a pris cette décision avec beaucoup de désolation, affirme le président du FIMMQ, Yvan Lachance. L'armée hollandaise subira des compressions budgétaires importantes dans les prochains six mois en raison de l'ampleur non prévue des ressources financières déployées en Afghanistan. C'est sûr qu'on est déçus de perdre ce gros morceau à la dernière minute, mais en même temps, on comprend."

Malgré l'absence des Hollandais de la scène du Palais Montcalm, le président assure qu'ils reviendront à la charge en 2008. "Ce n'est que partie remise, dit–il. Les Canadiens ont contribué à la libération des Néerlandais lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est donc très important pour eux de venir ici le plus souvent possible." Selon les chiffres de l'OTAN, 1300 militaires néerlandais sont actuellement déployés en sol afghan.

dcameron@lesoleil.com

Retour d'Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Éditorial
PAGE: 22
WORD COUNT: 71

"Hier, ma mère m'a avisé qu'elle tiendra un brunch le 12 août en l'honneur de mon frère, de retour d'Afghanistan", écrit Benjamin Poirier de Montréal. "Ma mère était une humaniste pacifique, écrit–il... Elle a complètement écartée la dimension militaire et toute la famille doit maintenant accueillir ce héros qui a mis sa vie en péril..."

A lire sur www.lesoleil.com sous la rubrique Opinion.

Mon clin d'oeil

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Éditorial
PAGE: 22
COLUMN: Mon clin d'oeil
SOURCE: Collaboration spéciale
BYLINE: Laporte, Stéphane
WORD COUNT: 31

Les soldats québécois n'ont pas de traitement de faveur en Afghanistan, il n'y a toujours pas de pop tarts au mess des officiers.

Donald Rumsfeld réapparaît

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Le Monde
PAGE:	20
PHOTO:	AFP
ILLUSTRATION:	L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld,est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort en Afghanistan en 2004 du soldat Patrick Tillman, ex−star de football américain. "Je sais que je ne chercherais pas à dissimuler la vérité. Je sais que personne à la Maison−−Blanche ne m'a conseillé de faire une telle chose", a assuré M. Rumsfeld lors d'une audition devant une commission de la Chambre des représentants, répétant ce qu'il avait déjà dit par le passé sur cette affaire. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des insurgés talibans. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains.

Action autour des otages

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Le Monde
PAGE: 20
SOURCE: AFP; AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
WORD COUNT: 429

Les talibans ont menacé hier de tuer "à tout moment" d'autres otages sud−coréens après l'expiration d'un ultimatum, alors que des tracts mettant en garde contre une opération militaire ont été largués dans la région où sont détenus depuis 14 jours les 21 otages.

Les otages, parmi lesquels 16 femmes, étaient toujours vivants hier après l'expiration de l'ultimatum et le "conseil de direction des talibans" était "en train de prendre une décision" sur leur sort, a déclaré par téléphone Youssouf Ahmadi, porte−parole des rebelles, soulignant que des otages pouvaient être tués "à tout moment". Deux otages, un pasteur de 42 ans et un enseignant de 29 ans, ont été tués depuis l'enlèvement du groupe le 19 juillet dans la province de Ghazni (140 km au sud de Kaboul).

Les talibans exigent un échange de prisonniers avec les autorités afghanes qui réclament, pour leur part, la libération sans condition des 16 femmes du groupe d'otages qui, selon les rebelles, sont malades.

La tension est montée d'un cran dans la province de Ghazni où des tracts largués par hélicoptères dans plusieurs régions ont appelé la population à se mettre à l'abri en prévision d'opérations militaires contre les insurgés.

Le ministère de la Défense a assuré que ces "opérations de routine" n'avaient pas pour but de libérer par la force les otages. Les talibans avaient déjà averti qu'ils tueraient les otages si une telle opération de sauvetage était lancée.

L'envoyé spécial de la présidence sud−coréenne, Baek Jong−chun, a fait savoir que Séoul était contre toute opération militaire pour libérer les otages, selon une agence de presse afghane. Washington est du même avis.

Séoul, Washington, Kaboul

Le gouvernement sud−coréen a demandé à Washington d'intervenir auprès du gouvernement afghan, tandis que ce dernier priait les talibans de prolonger leur ultimatum.

Des affrontements dans cette province de Ghazni ont fait depuis mardi 15 morts, 12 talibans présumés ainsi qu'un policier et deux de ses proches, selon les autorités afghanes.

Accentuant la pression sur Kaboul, les talibans ont par ailleurs revendiqué les meurtres de quatre magistrats afghans dont les corps, criblés de balles, ont été retrouvés hier avant l'aube, deux semaines après leur rapt près de Ghazni, où le groupe de Sud−Coréens a été enlevé à peu près au même moment.

Les Sud−Coréens, des membres de l'Église presbytérienne Saem−Mul pour la plupart âgés de 20 à 35 ans, ont été enlevés alors qu'ils circulaient à bord d'un autocar privé sur l'axe Kaboul−Kandahar (sud), l'un des plus dangereux d'Afghanistan. Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevé en Afghanistan depuis la chute du régime islamiste des talibans en novembre 2001.

1000 milliards $ pour les guerres des É.–U.

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Le Monde
PAGE: 20
COLUMN: En bref
SOURCE: AFP
DATELINE: Washington
WORD COUNT: 122

Les guerres en Irak et en Afghanistan pourraient coûter plus de 1000 milliards $ aux contribuables américains, soit le double de ce qui a déjà été dépensé, selon une estimation du Congrès américain publiée cette semaine. L'armée américaine compte actuellement environ 160 000 militaires en Irak et 25 000 en Afghanistan et le gouvernement américain a déjà dépensé quelque 500 milliards $ dans ces pays. L'argent dépensé inclut le coût du maintien de troupes, l'aide financière et médicale aux blessés et à leurs familles, la formation et l'équipement des forces irakiennes et afghanes et l'aide aux gouvernements de ces deux pays.

Le déploiement à mi−chemin

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.02
SECTION: Actualités
PAGE: 12
BYLINE: Normandin, Pierre−André
WORD COUNT: 133

Le déploiement des 2500 soldats de Valcartier en Afghanistan arrive à mi−chemin. Ce soir, un 11e vol mènera un groupe de 140 militaires vers Kandahar, ce qui portera le nombre de Québécois déployés à près de 1300. Il s'agit du quatrième contingent canadien à assurer la sécurité de la province de Kandahar depuis l'arrivée dans la région. Une première mission avait mené les soldats de Valcartier à se déployer en Afghanistan en 2004. Ils étaient toutefois basés dans la capitale du pays, Kaboul, beaucoup plus sécuritaire. Aucun militaire n'avait d'ailleurs perdu la vie durant ces six mois. A l'opposé, 63 des 66 soldats canadiens tués en Afghanistan depuis cinq ans sont morts à Kandahar.

Laroche à la défense du Royal 22e; L'officier dément la rumeur voulant que les soldats francophones n'aillent pas au combat

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Actualités
PAGE:	12
SOURCE:	PC
PHOTO:	Deschênes, Steve
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Le brigadier−général Guy Laroche commande les troupescanadiennes en Afghanistan.
WORD COUNT:	401

Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous, le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

Avec deux bataillons d'infanterie − environ 1200 hommes − , l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

Le ministre précise

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

Libre opinion: B'naï Brith et le droit de critiquer la politique néoconservatrice

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: IDÉES
PAGE: a6
BYLINE: Fred A. Reed; Yakov M. Rabkin
WORD COUNT: 750

Provoquant tout un tollé par sa censure des opinions de Jocelyn Coulon, candidat libéral dans Outremont, le B'naï Brith Canada, sous la plume de son conseiller juridique Moïse Moghrabi, cherche maintenant à s'esquiver (31 juillet). Non, plaide−t−il, les critiques à l'endroit du B'naï Brith n'ont absolument aucun rapport avec les reproches que le B'naï Brith fait au candidat libéral.

Il serait exact d'affirmer le contraire. Jocelyn Coulon se fait le porte−parole d'une aile bien traditionnelle du Parti libéral du Canada. Ses prises de position et son désir de revenir à une politique étrangère équilibrée s'inscrivent dans l'héritage de Lester Pearson. Ils expriment aussi une forte tendance chez la population canadienne, opposée tant à l'intervention américaine en Irak (approuvée par Stephen Harper) qu'à la participation canadienne aux opérations militaires en Afghanistan.

M. Coulon prône donc un dialogue avec les représentants du Hezbollah et du Hamas, tous deux démocratiquement élus. Son péché, aux yeux du B'naï Brith, serait moins le désaccord possible avec la politique étrangère du gouvernement Harper que son refus de diaboliser toute opposition à la politique de l'État d'Israël.

Il appert que pour le B'naï Brith, les propos de M. Coulon ne sont en l'occurrence qu'un prétexte pour agiter l'épouvantail iranien. Après un amalgame malhabile consistant à relier «attentats et activités terroristes» de New York à Islamabad, Moghrabi sort le chat du sac. Derrière toute cette rhétorique se trouverait l'Iran qui, par la voix de son président, inciterait «au génocide des juifs».

Tout comme l'infâme fausse nouvelle voulant que l'Iran ait imposé des signes distinctifs aux juifs et aux autres minorités religieuses, diffusée par le National Post et allégrement reprise par Stephen Harper, cette affirmation est mensongère. Aucune menace de génocide à l'endroit des juifs n'a été prononcée par le président iranien. La présence d'une communauté juive prospère et bien enracinée en Iran rend l'accusation de génocide tout simplement ridicule. Selon Mahmoud Ahmadinejad, on ne saurait faire payer les Palestiniens pour les crimes génocidaires des Européens à l'endroit des juifs d'Europe. Comme de nombreux juifs, tant en Israël que dans la diaspora, il a formulé le souhait que l'État sioniste se transforme en un État plus inclusif, et ce, par un référendum de tous ceux qu'y habitent. Les sacrifices que la structure sioniste de l'État d'Israël a imposés à sa propre population et à celles des pays voisins rendent ce souhait pour le moins compréhensible.

Quant au nucléaire, Téhéran est signataire du Traité de non−prolifération nucléaire et a accepté des protocoles additionnels très contraignants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Iran a d'ailleurs déclaré à répétition, par la voix du guide suprême Ali Khamenei, qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire. Par contre, selon son premier ministre, Israël possède un arsenal nucléaire et, comme son allié américain, n'a jamais renoncé à la première frappe, tant et si bien qu'il continue d'affirmer que «toutes les options sont toujours sur la table». Israël n'a jamais signé le Traité de non−prolifération nucléaire ni accepté le moindre contrôle de la part de l'AIEA.

Tout en étant compréhensibles, les interventions du B'naï Brith, qui tente d'influer sur la politique canadienne, le sont moins lorsque cet organisme s'érige en censeur dans le but de promouvoir une politique hautement dangereuse d'expansion néocoloniale au Moyen−Orient.

A l'heure actuelle, devant la faillite du projet américain du «Grand Moyen−Orient», dont la mise en échec par le Hezbollah en 2006 a scellé le sort, les stratèges néoconservateurs au pouvoir aux États−Unis, alliés au lobby sioniste, chercheraient à provoquer une attaque contre l'Iran.

Jocelyn Coulon a le droit de critiquer cette politique et d'appeler le gouvernement du Canada au dialogue avec toutes les forces en présence au Moyen−Orient, surtout celles comme l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, qui ont reçu un mandat démocratique de l'électorat. N'en déplaise au lobby sioniste de chez nous, M. Coulon ne cherche qu'à restaurer le respect dont la politique étrangère du Canada jouissait dans le monde entier, y compris au Moyen−Orient.

Fred A. Reed : Auteur de nombreux ouvrages sur le Moyen−Orient, notamment Iran − Les mots du silence (Les 400 coups, 2006), dont il est coauteur.

Yakov M. Rabkin : Professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal, l'auteur a récemment publié Au nom de la Torah − Une histoire de l'opposition juive au sionisme (Presses de l'Université Laval).

Siège éjectable

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Taillefer, Guy
WORD COUNT: 551

Pour la somme de ses cafouillages au sujet de la mission canadienne en Afghanistan, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, est assis sur un siège éjectable. Le premier ministre Stephen Harper remédiera plausiblement au problème que son ministre représente pour son gouvernement minoritaire à la faveur d'un prochain remaniement ministériel. Et après? Sur le fond, la mission demeurera politiquement invendable.

La maladresse avec laquelle le ministre O'Connor a tenté d'édulcorer la présence de notre armée en Afghanistan n'aura finalement servi qu'à creuser le malaise qu'éprouve l'électorat canadien en général, et québécois en particulier, devant une mission dont le coeur balance entre la guerre aux talibans et l'idéal, louable mais non moins discutable, d'une reconstruction démocratique à l'occidentale. M. O'Connor dirige son portefeuille depuis 18 mois avec incompétence, de l'avis d'à peu près tout le monde sauf M. Harper. D'abord, il a mis les pieds dans les plats deux fois plutôt qu'une en tentant, l'hiver dernier, de minimiser la controverse autour du traitement des détenus afghans.

Ensuite, il a fait comme le président George W. Bush au sujet de l'Irak et tracé un portrait exagérément optimiste de la situation afghane en déclarant, il y a une dizaine de jours, que les militaires canadiens pourraient être en mesure, aussi tôt qu'à la fin de l'année, de laisser l'armée afghane prendre leur relais au chapitre des opérations plus dangereuses menées sur la ligne de front.

Cette optimisme a eu deux conséquences immédiates. En réaction, le sonore général Rick Hillier, chef d'état–major de la Défense canadienne, a publiquement contredit le ministre en affirmant que la préparation de l'armée afghane allait prendre encore «beaucoup de temps» et que «nous n'en sommes qu'au début du processus de formation».

L'affirmation du ministre a par ailleurs créé le sentiment au Canada anglais que le gouvernement Harper cherchait, à des fins destinées à calmer l'opposition de l'électorat québécois, à mettre à l'abri des combats les soldats francophones du Royal 22e Régiment de Valcartier qui ont commencé à débarquer à Kandahar. Le brigadier–général Guy Laroche a d'ailleurs eu à s'en défendre hier alors qu'il prenait officiellement le commandement des troupes canadiennes en Afghanistan. Non, a–t–il dit, le Royal 22e ne bénéficiera pas d'un traitement de faveur: de toute façon, les troupes afghanes, ainsi que l'a affirmé le général Hillier, sont encore trop peu nombreuses et trop mal équipées pour prendre la relève.

L'inefficacité de M. O'Connor, dont l'opposition aux Communes réclame la tête, a au moins le mérite, occasion rare, de faire réfléchir les Canadiens sur le rôle et la place du militaire au sein de leur système politique. Il est dans ces conditions presque dommage, pourrions–nous ironiser, que le ministre soit apparemment sur le point d'être poussé vers la sortie. Voici le général Hillier, qui n'en est pas à son premier duel rhétorique avec M. O'Connor, devenu porte–parole de facto de la Défense nationale. Qu'en fera M. Harper? Sous quelque angle qu'on le regarde, il s'empêtre. Drôle de développement pour un gouvernement dont l'une des orientations principales passe par le renforcement du militaire.

Rumsfeld se défend devant le Congrès

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: LE MONDE
PAGE: a5
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 179

Washington –L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort en Afghanistan en 2004 du soldat Patrick Tillman, ex–star de football américain.

«Je sais que je ne chercherais pas à dissimuler la vérité. Je sais que personne à la Maison–Blanche ne m'a conseillé de faire une telle chose», a assuré M. Rumsfeld lors d'une audition devant une commission de la Chambre des représentants, répétant ce qu'il avait déjà dit par le passé sur cette affaire. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des talibans. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains. Un rapport du Pentagone avait conclu en mars que neuf officiers, dont quatre généraux, avaient commis de «graves erreurs» dans la manière dont la mort de Tillman avait été décrite à sa famille.

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.02
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a3
BYLINE:	Martin Ouellet
PHOTO:	Ruiz, Pedro
ILLUSTRATION:	Les militaires du Royal 22e Régiment, juste avant leurdépart pour l'Afghanistan.
WORD COUNT:	659

Kandahar, Afghanistan – Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier–général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

«Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit dans la même veine que par le passé», a dit le brigadier–général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

Déclaration ambiguë

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, tire son origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

«Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair», a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une «mise en réserve» des soldats canadiens.

Les mêmes périls

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés sur le sol afghan, a fait comprendre le brigadier–général.

«Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là [à confier le front à l'armée afghane]», a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie – environ 1200 hommes –, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combat.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans «ne savent pas ce qu'est la police», a mentionné le brigadier–général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

«Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Il faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider», a–t–il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, lequel a été promu major–général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant–général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

«Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas», a mentionné, dans une courte allocution, le major–général Grant. Il faisait allusion aux soldats – 22 au cours des six derniers mois – qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en Afghanistan.

Pas de militaires canadiens au Darfour; Ottawa ne se sent pas concerné par la mission onusienne au Soudan

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.02
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
BYLINE:	Buzzetti, Hélène
PHOTO:	agence france−presse, Agence Reuters, Agence ReutersReuters
ILLUSTRATION:	Le conflit au Darfour a fait plus de deux millions dedéplacés.; Le conflit au Darfour a fait plus de deux millions de déplacés.
WORD COUNT:	1421

Charlottetown − Le Canada n'a pas l'intention de déployer des militaires au Darfour, où les Nations unies ont décidé mardi d'envoyer une force internationale pour mettre fin aux exactions. Selon le ministre de la Défense nationale, l'ONU n'aurait d'ailleurs pas besoin du Canada. Les citoyens pacifistes qui disaient préférer une mission africaine de rétablissement de la paix à l'offensive plus musclée à Kandahar seront donc déçus.

«Nous n'avons pas reçu de demande», a dit hier matin le ministre Gordon O'Connor à l'occasion de la rencontre estivale du caucus conservateur. «Personne ne nous a demandé [de prendre part à la mission onusienne au Darfour]. A l'heure actuelle, l'ONU oriente davantage ses demandes de troupes vers les pays africains et asiatiques. C'est ce que j'en comprends.» Le ministre O'Connor a même poussé plus loin en prédisant qu'aucune demande de participation militaire à cette mission de l'ONU au Soudan ne sera faite.

«Mon instinct me dit, et je pourrais me tromper, mais il me dit que nous ne serons pas invités à fournir des troupes de combat ou quelque chose du genre. On nous demandera plutôt des appuis financiers et de l'équipement. Les troupes disponibles en Afrique et en Asie sont illimitées parce que [ces pays] ont d'immenses armées. [...] Ils peuvent fournir un grand nombre de soldats.» Mais le Canada, s'il le voulait, en serait−il capable? «Ça dépend de ce qu'on nous demande», s'est contenté de répondre le ministre O'Connor.

L'ONU a adopté cette semaine la résolution 1769 autorisant le déploiement d'une force conjointe ONU−Union africaine composée de 26 000 soldats et policiers. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité. La force internationale vise à remplacer les 7000 soldats de l'Union africaine déjà en poste mais mal équipés et sous−financés.

L'an dernier, le chef d'état−major des Forces armées canadiennes, Rick Hillier, avait provoqué une commotion en affirmant que le Canada avait engagé trop de troupes en Afghanistan pour pouvoir se mobiliser aussi du côté du Soudan. «Notre capacité de faire quoi que ce soit sur le terrain avec une force terrestre est nulle. C'est aussi simple que ça, avait−il dit en décembre 2006. Nous utilisons chaque élément de notre force terrestre pour la mission en Afghanistan tout en maintenant une vigilance appropriée ici, chez nous, pour parer à toute éventualité.»

Cette sortie avait provoqué la colère des partis d'opposition à Ottawa, qui croient qu'une éventuelle mission de protection de la population soudanaise contre les groupes rebelles serait plus conforme à la tradition de maintien de la paix du Canada que les intenses combats menés en Afghanistan. Le Darfour, province de l'ouest du Soudan, est déchiré depuis 2003 par un conflit sanglant qui, selon certaines estimations, a fait 200 000 morts et 2,1 millions de déplacés. Le gouvernement soudanais, soupçonné d'avoir soutenu en sous−main

les groupes rebelles, conteste ces chiffres.

Idéalisme naïf

Les partis d'opposition ont invité hier le gouvernement conservateur à saisir cette occasion offerte par l'ONU de faire du Darfour une priorité. Selon Vivian Barbot, du Bloc québécois, la sortie du ministre O'Connor prouve que l'intervention en Afghanistan a bel et bien grevé les capacités militaires canadiennes et limite ses possibilités d'intervention ailleurs dans le monde, malgré ce qu'en dit le gouvernement.

«Si le ministre nous dit que l'ONU ne demande pas notre intervention, c'est qu'ils ont déjà fait leurs tractations», a–t–elle déploré en entrevue avec Le Devoir. Du côté libéral, le critique en matière d'affaires étrangères, Ujjal Dosanjh, estime que la sortie du ministre O'Connor prouve que «l'Afrique n'apparaît pas sur l'écran radar» du gouvernement conservateur.

Interrogés à ce sujet, les ministres québécois présents à la réunion du caucus hier se sont faits discrets en ce qui a trait aux pressions qu'ils exercent – ou n'exercent pas – au sein de leur parti pour qu'Ottawa se mobilise de façon significative au Soudan. Seule la ministre responsable de l'Aide internationale, Josée Verner, a cru bon de mettre en garde contre une certaine naïveté pacifiste. Rien ne garantit, a–t–elle dit, qu'une éventuelle mission soudanaise serait moins dangereuse, moins militaire et moins contestée sur le terrain que celle en Afghanistan.

«Il faut faire attention, a déclaré Mme Verner au Devoir. Il y a beaucoup de groupes armés, et il ne faut pas penser que les troupes qui vont aller là seront accueillies avec des colliers de fleurs autour du cou.» Elle a en outre rappelé que la réticence de Khartoum à accepter une intervention étrangère en dit long sur le degré de tension auquel feraient face des soldats canadiens s'ils devaient un jour s'y rendre.

Pas de contradiction à propos de l'Afghanistan

Gordon O'Connor, dont l'avenir ministériel fait l'objet de beaucoup de conjectures depuis plusieurs semaines, s'est par ailleurs défendu d'avoir contredit son chef d'état–major Rick Hillier à propos de la rapidité avec laquelle les troupes afghanes pourraient prendre la relève des troupes canadiennes sur le terrain à Kandahar.

«Le général Hillier et moi–même sommes sur la même longueur d'onde, a assuré le ministre en début de journée. En fait, les informations que je vous ai fournies m'avaient été transmises par le général Hillier lui–même!» M. O'Connor avait indiqué que les soldats afghans prendraient la relève des Canadiens après leur départ, en février 2009, mais Rick Hillier a émis de sérieux doutes dimanche quant à la plausibilité d'une échéance aussi rapprochée. Selon le ministre, ce sont les médias qui ont inventé cette contradiction apparente.

«Je n'ai jamais dit que les unités de combat seraient prêtes dans six mois, a dit le ministre hier. J'ai dit qu'au cours des six prochains mois, de quatre à cinq bataillons seraient prêts à être entraînés. Et si vous lisez mes propos, un mot à la fois, vous verrez que j'ai dit qu'éventuellement, nous serons capables d'en faire une sorte de réserve. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra.»

Se refaire des forces

Cette réunion des troupes conservatrices à l'Ile–du–Prince–Édouard est l'occasion de planifier leur stratégie automnale. Le gouvernement de Stephen Harper a épuisé ses fameuses cinq priorités et la session parlementaire printanière, qui l'a obligé à se commettre sur deux terrains o ù il n'avait pas prévu le faire – l'environnement et le traitement des prisonniers en Afghanistan –, lui a fait perdre de son lustre. Les derniers sondages démontrent que le parti se dégonfle dans les intentions de vote. L'enquête d'opinion menée par Strategic Counsel pour le compte du Globe and Mail à la mi–juillet conclut que les conservateurs sont désormais coude à coude avec les libéraux de Stéphane Dion, à 31 % (la marge d'erreur étant de 3,1 %). «Ce

caucus estival est toujours l'occasion de se ressourcer», a dit le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier. Les conservateurs pourraient–ils aller jusqu'à dissoudre le Parlement et à revenir en force avec un nouveau discours du Trône? Cette idée ne plaît guère, du moins pas au député albertain et président du caucus, Rahim Jaffer. «Beaucoup de projets de loi figurent encore à l'ordre du jour [et ne sont toujours pas adoptés]», a dit M. Jaffer. «En ce qui concerne la prorogation, je ne suis pas certain que ce soit nécessaire.»

Plusieurs députés et ministres ont toutefois fait valoir la nécessité de revenir aux valeurs sûres conservatrices, notamment la lutte contre la criminalité et les baisses d'impôt. D'ailleurs, Stephen Harper y a fait abondamment référence lors de son discours en fin de soirée hier, livré devant environ 800 militants.

Cette réunion du caucus se déroule par ailleurs dans la même atmosphère de contrôle et de paranoïa, devenue la marque de commerce du gouvernement conservateur. Ainsi, non seulement le lieu de cette rencontre et sa date ont été gardés secrets jusqu'à la toute dernière minute, les journalistes ont aussi été expulsés hier matin de l'hôtel–centre de conférence où ils faisaient le pied de grue pour interroger les députés de leur choix. Les officiers de la GRC ont dit avoir reçu l'ordre du bureau du premier ministre d'agir ainsi. Selon le président du caucus, Rahim Jaffer, cette mesure vise à préserver le caractère privé de la rencontre du caucus, à laquelle étaient invitées les familles des députés et des sénateurs.

Libre opinion: B'naï Brith et le droit de critiquer la politique néoconservatrice

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: IDÉES
PAGE: a6
BYLINE: Fred A. Reed; Yakov M. Rabkin
WORD COUNT: 750

Provoquant tout un tollé par sa censure des opinions de Jocelyn Coulon, candidat libéral dans Outremont, le B'naï Brith Canada, sous la plume de son conseiller juridique Moïse Moghrabi, cherche maintenant à s'esquiver (31 juillet). Non, plaide−t−il, les critiques à l'endroit du B'naï Brith n'ont absolument aucun rapport avec les reproches que le B'naï Brith fait au candidat libéral.

Il serait exact d'affirmer le contraire. Jocelyn Coulon se fait le porte−parole d'une aile bien traditionnelle du Parti libéral du Canada. Ses prises de position et son désir de revenir à une politique étrangère équilibrée s'inscrivent dans l'héritage de Lester Pearson. Ils expriment aussi une forte tendance chez la population canadienne, opposée tant à l'intervention américaine en Irak (approuvée par Stephen Harper) qu'à la participation canadienne aux opérations militaires en Afghanistan.

M. Coulon prône donc un dialogue avec les représentants du Hezbollah et du Hamas, tous deux démocratiquement élus. Son péché, aux yeux du B'naï Brith, serait moins le désaccord possible avec la politique étrangère du gouvernement Harper que son refus de diaboliser toute opposition à la politique de l'État d'Israël.

Il appert que pour le B'naï Brith, les propos de M. Coulon ne sont en l'occurrence qu'un prétexte pour agiter l'épouvantail iranien. Après un amalgame malhabile consistant à relier «attentats et activités terroristes» de New York à Islamabad, Moghrabi sort le chat du sac. Derrière toute cette rhétorique se trouverait l'Iran qui, par la voix de son président, inciterait «au génocide des juifs».

Tout comme l'infâme fausse nouvelle voulant que l'Iran ait imposé des signes distinctifs aux juifs et aux autres minorités religieuses, diffusée par le National Post et allégrement reprise par Stephen Harper, cette affirmation est mensongère. Aucune menace de génocide à l'endroit des juifs n'a été prononcée par le président iranien. La présence d'une communauté juive prospère et bien enracinée en Iran rend l'accusation de génocide tout simplement ridicule. Selon Mahmoud Ahmadinejad, on ne saurait faire payer les Palestiniens pour les crimes génocidaires des Européens à l'endroit des juifs d'Europe. Comme de nombreux juifs, tant en Israël que dans la diaspora, il a formulé le souhait que l'État sioniste se transforme en un État plus inclusif, et ce, par un référendum de tous ceux qu'y habitent. Les sacrifices que la structure sioniste de l'État d'Israël a imposés à sa propre population et à celles des pays voisins rendent ce souhait pour le moins compréhensible.

Quant au nucléaire, Téhéran est signataire du Traité de non−prolifération nucléaire et a accepté des protocoles additionnels très contraignants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Iran a d'ailleurs déclaré à répétition, par la voix du guide suprême Ali Khamenei, qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire. Par contre, selon son premier ministre, Israël possède un arsenal nucléaire et, comme son allié américain, n'a jamais renoncé à la première frappe, tant et si bien qu'il continue d'affirmer que «toutes les options sont toujours sur la table». Israël n'a jamais signé le Traité de non−prolifération nucléaire ni accepté le moindre contrôle de la part de l'AIEA.

Tout en étant compréhensibles, les interventions du B'naï Brith, qui tente d'influer sur la politique canadienne, le sont moins lorsque cet organisme s'érige en censeur dans le but de promouvoir une politique hautement dangereuse d'expansion néocoloniale au Moyen−Orient.

A l'heure actuelle, devant la faillite du projet américain du «Grand Moyen−Orient», dont la mise en échec par le Hezbollah en 2006 a scellé le sort, les stratèges néoconservateurs au pouvoir aux États−Unis, alliés au lobby sioniste, chercheraient à provoquer une attaque contre l'Iran.

Jocelyn Coulon a le droit de critiquer cette politique et d'appeler le gouvernement du Canada au dialogue avec toutes les forces en présence au Moyen−Orient, surtout celles comme l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, qui ont reçu un mandat démocratique de l'électorat. N'en déplaise au lobby sioniste de chez nous, M. Coulon ne cherche qu'à restaurer le respect dont la politique étrangère du Canada jouissait dans le monde entier, y compris au Moyen−Orient.

Fred A. Reed : Auteur de nombreux ouvrages sur le Moyen−Orient, notamment Iran − Les mots du silence (Les 400 coups, 2006), dont il est coauteur.

Yakov M. Rabkin : Professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal, l'auteur a récemment publié Au nom de la Torah − Une histoire de l'opposition juive au sionisme (Presses de l'Université Laval).

Siège éjectable

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Taillefer, Guy
WORD COUNT: 551

Pour la somme de ses cafouillages au sujet de la mission canadienne en Afghanistan, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, est assis sur un siège éjectable. Le premier ministre Stephen Harper remédiera plausiblement au problème que son ministre représente pour son gouvernement minoritaire à la faveur d'un prochain remaniement ministériel. Et après? Sur le fond, la mission demeurera politiquement invendable.

La maladresse avec laquelle le ministre O'Connor a tenté d'édulcorer la présence de notre armée en Afghanistan n'aura finalement servi qu'à creuser le malaise qu'éprouve l'électorat canadien en général, et québécois en particulier, devant une mission dont le coeur balance entre la guerre aux talibans et l'idéal, louable mais non moins discutable, d'une reconstruction démocratique à l'occidentale. M. O'Connor dirige son portefeuille depuis 18 mois avec incompétence, de l'avis d'à peu près tout le monde sauf M. Harper. D'abord, il a mis les pieds dans les plats deux fois plutôt qu'une en tentant, l'hiver dernier, de minimiser la controverse autour du traitement des détenus afghans.

Ensuite, il a fait comme le président George W. Bush au sujet de l'Irak et tracé un portrait exagérément optimiste de la situation afghane en déclarant, il y a une dizaine de jours, que les militaires canadiens pourraient être en mesure, aussi tôt qu'à la fin de l'année, de laisser l'armée afghane prendre leur relais au chapitre des opérations plus dangereuses menées sur la ligne de front.

Cette optimisme a eu deux conséquences immédiates. En réaction, le sonore général Rick Hillier, chef d'état–major de la Défense canadienne, a publiquement contredit le ministre en affirmant que la préparation de l'armée afghane allait prendre encore «beaucoup de temps» et que «nous n'en sommes qu'au début du processus de formation».

L'affirmation du ministre a par ailleurs créé le sentiment au Canada anglais que le gouvernement Harper cherchait, à des fins destinées à calmer l'opposition de l'électorat québécois, à mettre à l'abri des combats les soldats francophones du Royal 22e Régiment de Valcartier qui ont commencé à débarquer à Kandahar. Le brigadier–général Guy Laroche a d'ailleurs eu à s'en défendre hier alors qu'il prenait officiellement le commandement des troupes canadiennes en Afghanistan. Non, a–t–il dit, le Royal 22e ne bénéficiera pas d'un traitement de faveur: de toute façon, les troupes afghanes, ainsi que l'a affirmé le général Hillier, sont encore trop peu nombreuses et trop mal équipées pour prendre la relève.

L'inefficacité de M. O'Connor, dont l'opposition aux Communes réclame la tête, a au moins le mérite, occasion rare, de faire réfléchir les Canadiens sur le rôle et la place du militaire au sein de leur système politique. Il est dans ces conditions presque dommage, pourrions–nous ironiser, que le ministre soit apparemment sur le point d'être poussé vers la sortie. Voici le général Hillier, qui n'en est pas à son premier duel rhétorique avec M. O'Connor, devenu porte–parole de facto de la Défense nationale. Qu'en fera M. Harper? Sous quelque angle qu'on le regarde, il s'empêtre. Drôle de développement pour un gouvernement dont l'une des orientations principales passe par le renforcement du militaire.

Rumsfeld se défend devant le Congrès

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.02
SECTION: LE MONDE
PAGE: a5
BYLINE: AFP
WORD COUNT: 179

Washington –L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort en Afghanistan en 2004 du soldat Patrick Tillman, ex–star de football américain.

«Je sais que je ne chercherais pas à dissimuler la vérité. Je sais que personne à la Maison–Blanche ne m'a conseillé de faire une telle chose», a assuré M. Rumsfeld lors d'une audition devant une commission de la Chambre des représentants, répétant ce qu'il avait déjà dit par le passé sur cette affaire. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des talibans. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains. Un rapport du Pentagone avait conclu en mars que neuf officiers, dont quatre généraux, avaient commis de «graves erreurs» dans la manière dont la mort de Tillman avait été décrite à sa famille.

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.02
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a3
BYLINE:	Martin Ouellet
PHOTO:	Ruiz, Pedro
ILLUSTRATION:	Les militaires du Royal 22e Régiment, juste avant leurdépart pour l'Afghanistan.
WORD COUNT:	659

Kandahar, Afghanistan – Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier–général Guy Laroche a dû expliquer hier que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

«Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit dans la même veine que par le passé», a dit le brigadier–général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

Déclaration ambiguë

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, tire son origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

«Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair», a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une «mise en réserve» des soldats canadiens.

Les mêmes périls

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés sur le sol afghan, a fait comprendre le brigadier–général.

«Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là [à confier le front à l'armée afghane]», a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie – environ 1200 hommes –, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combat.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans «ne savent pas ce qu'est la police», a mentionné le brigadier–général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

«Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Il faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider», a–t–il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, lequel a été promu major–général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant–général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

«Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas», a mentionné, dans une courte allocution, le major–général Grant. Il faisait allusion aux soldats – 22 au cours des six derniers mois – qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en Afghanistan.

Pas de militaires canadiens au Darfour; Ottawa ne se sent pas concerné par la mission onusienne au Soudan

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.02
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
BYLINE:	Buzzetti, Hélène
PHOTO:	agence france−presse, Agence Reuters, Agence ReutersReuters
ILLUSTRATION:	Le conflit au Darfour a fait plus de deux millions dedéplacés.; Le conflit au Darfour a fait plus de deux millions de déplacés.
WORD COUNT:	1421

Charlottetown − Le Canada n'a pas l'intention de déployer des militaires au Darfour, où les Nations unies ont décidé mardi d'envoyer une force internationale pour mettre fin aux exactions. Selon le ministre de la Défense nationale, l'ONU n'aurait d'ailleurs pas besoin du Canada. Les citoyens pacifistes qui disaient préférer une mission africaine de rétablissement de la paix à l'offensive plus musclée à Kandahar seront donc déçus.

«Nous n'avons pas reçu de demande», a dit hier matin le ministre Gordon O'Connor à l'occasion de la rencontre estivale du caucus conservateur. «Personne ne nous a demandé [de prendre part à la mission onusienne au Darfour]. A l'heure actuelle, l'ONU oriente davantage ses demandes de troupes vers les pays africains et asiatiques. C'est ce que j'en comprends.» Le ministre O'Connor a même poussé plus loin en prédisant qu'aucune demande de participation militaire à cette mission de l'ONU au Soudan ne sera faite.

«Mon instinct me dit, et je pourrais me tromper, mais il me dit que nous ne serons pas invités à fournir des troupes de combat ou quelque chose du genre. On nous demandera plutôt des appuis financiers et de l'équipement. Les troupes disponibles en Afrique et en Asie sont illimitées parce que [ces pays] ont d'immenses armées. [...] Ils peuvent fournir un grand nombre de soldats.» Mais le Canada, s'il le voulait, en serait−il capable? «Ça dépend de ce qu'on nous demande», s'est contenté de répondre le ministre O'Connor.

L'ONU a adopté cette semaine la résolution 1769 autorisant le déploiement d'une force conjointe ONU−Union africaine composée de 26 000 soldats et policiers. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité. La force internationale vise à remplacer les 7000 soldats de l'Union africaine déjà en poste mais mal équipés et sous−financés.

L'an dernier, le chef d'état−major des Forces armées canadiennes, Rick Hillier, avait provoqué une commotion en affirmant que le Canada avait engagé trop de troupes en Afghanistan pour pouvoir se mobiliser aussi du côté du Soudan. «Notre capacité de faire quoi que ce soit sur le terrain avec une force terrestre est nulle. C'est aussi simple que ça, avait−il dit en décembre 2006. Nous utilisons chaque élément de notre force terrestre pour la mission en Afghanistan tout en maintenant une vigilance appropriée ici, chez nous, pour parer à toute éventualité.»

Cette sortie avait provoqué la colère des partis d'opposition à Ottawa, qui croient qu'une éventuelle mission de protection de la population soudanaise contre les groupes rebelles serait plus conforme à la tradition de maintien de la paix du Canada que les intenses combats menés en Afghanistan. Le Darfour, province de l'ouest du Soudan, est déchiré depuis 2003 par un conflit sanglant qui, selon certaines estimations, a fait 200 000 morts et 2,1 millions de déplacés. Le gouvernement soudanais, soupçonné d'avoir soutenu en sous−main

les groupes rebelles, conteste ces chiffres.

Idéalisme naïf

Les partis d'opposition ont invité hier le gouvernement conservateur à saisir cette occasion offerte par l'ONU de faire du Darfour une priorité. Selon Vivian Barbot, du Bloc québécois, la sortie du ministre O'Connor prouve que l'intervention en Afghanistan a bel et bien grevé les capacités militaires canadiennes et limite ses possibilités d'intervention ailleurs dans le monde, malgré ce qu'en dit le gouvernement.

«Si le ministre nous dit que l'ONU ne demande pas notre intervention, c'est qu'ils ont déjà fait leurs tractations», a–t–elle déploré en entrevue avec Le Devoir. Du côté libéral, le critique en matière d'affaires étrangères, Ujjal Dosanjh, estime que la sortie du ministre O'Connor prouve que «l'Afrique n'apparaît pas sur l'écran radar» du gouvernement conservateur.

Interrogés à ce sujet, les ministres québécois présents à la réunion du caucus hier se sont faits discrets en ce qui a trait aux pressions qu'ils exercent – ou n'exercent pas – au sein de leur parti pour qu'Ottawa se mobilise de façon significative au Soudan. Seule la ministre responsable de l'Aide internationale, Josée Verner, a cru bon de mettre en garde contre une certaine naïveté pacifiste. Rien ne garantit, a–t–elle dit, qu'une éventuelle mission soudanaise serait moins dangereuse, moins militaire et moins contestée sur le terrain que celle en Afghanistan.

«Il faut faire attention, a déclaré Mme Verner au Devoir. Il y a beaucoup de groupes armés, et il ne faut pas penser que les troupes qui vont aller là seront accueillies avec des colliers de fleurs autour du cou.» Elle a en outre rappelé que la réticence de Khartoum à accepter une intervention étrangère en dit long sur le degré de tension auquel feraient face des soldats canadiens s'ils devaient un jour s'y rendre.

Pas de contradiction à propos de l'Afghanistan

Gordon O'Connor, dont l'avenir ministériel fait l'objet de beaucoup de conjectures depuis plusieurs semaines, s'est par ailleurs défendu d'avoir contredit son chef d'état–major Rick Hillier à propos de la rapidité avec laquelle les troupes afghanes pourraient prendre la relève des troupes canadiennes sur le terrain à Kandahar.

«Le général Hillier et moi–même sommes sur la même longueur d'onde, a assuré le ministre en début de journée. En fait, les informations que je vous ai fournies m'avaient été transmises par le général Hillier lui–même!» M. O'Connor avait indiqué que les soldats afghans prendraient la relève des Canadiens après leur départ, en février 2009, mais Rick Hillier a émis de sérieux doutes dimanche quant à la plausibilité d'une échéance aussi rapprochée. Selon le ministre, ce sont les médias qui ont inventé cette contradiction apparente.

«Je n'ai jamais dit que les unités de combat seraient prêtes dans six mois, a dit le ministre hier. J'ai dit qu'au cours des six prochains mois, de quatre à cinq bataillons seraient prêts à être entraînés. Et si vous lisez mes propos, un mot à la fois, vous verrez que j'ai dit qu'éventuellement, nous serons capables d'en faire une sorte de réserve. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra.»

Se refaire des forces

Cette réunion des troupes conservatrices à l'Ile–du–Prince–Édouard est l'occasion de planifier leur stratégie automnale. Le gouvernement de Stephen Harper a épuisé ses fameuses cinq priorités et la session parlementaire printanière, qui l'a obligé à se commettre sur deux terrains o ù il n'avait pas prévu le faire – l'environnement et le traitement des prisonniers en Afghanistan –, lui a fait perdre de son lustre. Les derniers sondages démontrent que le parti se dégonfle dans les intentions de vote. L'enquête d'opinion menée par Strategic Counsel pour le compte du Globe and Mail à la mi–juillet conclut que les conservateurs sont désormais coude à coude avec les libéraux de Stéphane Dion, à 31 % (la marge d'erreur étant de 3,1 %). «Ce

caucus estival est toujours l'occasion de se ressourcer», a dit le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier. Les conservateurs pourraient–ils aller jusqu'à dissoudre le Parlement et à revenir en force avec un nouveau discours du Trône? Cette idée ne plaît guère, du moins pas au député albertain et président du caucus, Rahim Jaffer. «Beaucoup de projets de loi figurent encore à l'ordre du jour [et ne sont toujours pas adoptés]», a dit M. Jaffer. «En ce qui concerne la prorogation, je ne suis pas certain que ce soit nécessaire.»

Plusieurs députés et ministres ont toutefois fait valoir la nécessité de revenir aux valeurs sûres conservatrices, notamment la lutte contre la criminalité et les baisses d'impôt. D'ailleurs, Stephen Harper y a fait abondamment référence lors de son discours en fin de soirée hier, livré devant environ 800 militants.

Cette réunion du caucus se déroule par ailleurs dans la même atmosphère de contrôle et de paranoïa, devenue la marque de commerce du gouvernement conservateur. Ainsi, non seulement le lieu de cette rencontre et sa date ont été gardés secrets jusqu'à la toute dernière minute, les journalistes ont aussi été expulsés hier matin de l'hôtel–centre de conférence où ils faisaient le pied de grue pour interroger les députés de leur choix. Les officiers de la GRC ont dit avoir reçu l'ordre du bureau du premier ministre d'agir ainsi. Selon le président du caucus, Rahim Jaffer, cette mesure vise à préserver le caractère privé de la rencontre du caucus, à laquelle étaient invitées les familles des députés et des sénateurs.

L'ONU au Darfour

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.02
SECTION: Forum
PAGE: A14
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 467

Après des mois de tortueuses négociations derrière des portes closes, le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement autorisé une intervention militaire massive au Darfour. Dans cette partie du Soudan, sévissent des affrontements confinant au massacre, à teneur à la fois ethnique, religieuse, politique et économique – ce savoureux cocktail générateur des plus inextinguibles conflits. Celui–ci aurait fait jusqu'à maintenant 200 000 morts et déplacé deux millions de personnes.

De fait, le Darfour était devenu LA cause humanitaire à l'ordre du jour planétaire.

On sait que le l'État soudanais (appuyé surtout par la Chine, pour cause de pétrole) avait jusqu'à maintenant minimisé la gravité de la situation et refusé l'intervention de l'ONU. Aujourd'hui, Khartoum fait volte–face, sans doute sous la pression des Chinois, eux–mêmes cernés par l'opinion publique mondiale. Ce sera donc l'une des plus importantes opérations de paix de l'histoire de l'ONU. Et la première à s'enclencher sous le règne du nouveau secrétaire général de l'organisme, le diplomate sud–coréen Ban Ki–moon.

Pour cette raison, mais aussi parce que l'ONU a une crédibilité à rétablir et surtout parce qu'une population considérable est bel et bien opprimée, l'échec n'est pas une option.

Or, on peut raisonnablement estimer que l'entreprise ne présente pas, au départ, tous les gages de succès.

D'abord, la résolution 1769 restreint considérablement l'usage de la force par les troupes onusiennes, concession faite au régime islamiste soudanais. Ensuite, les troupes dépêchées seront essentiellement africaines (apparemment un desiderata de l'État soudanais, encore, qui ne veut pas voir d'Occidentaux dans son pré carré), ce qui laisse perplexe. Que l'Afrique se police elle–même est très souhaitable, en effet, mais il faut bien constater que la présence de l'Union africaine (9000 militaires et autres intervenants au 30 juin dernier) n'a à ce jour à peu près rien donné.

On aime dire qu'il n'y a pas de solution militaire à de tels conflits. C'est vrai. Mais il s'agit d'une position hautement morale qui est de peu de secours dans l'immédiat pour ceux qui meurent.

Il est douteux que le Canada participe à l'opération au Darfour autrement que par la voie de l'aide humanitaire – le gouvernement Harper a 30 jours pour faire connaître ses intentions. Plusieurs raisons expliquent cette position. Celles que l'on vient de voir, d'abord, mais aussi le poids de l'engagement canadien en Afghanistan, où la nécessité de l'imposition de la paix est aussi grande qu'au Darfour.

Ceux qui déchireront leur chemise devant cette pénurie de ressources seront peut–être les mêmes qui, jadis, applaudissaient ou même présidaient à l'étranglement de l'appareil militaire canadien; ainsi, les libéraux fédéraux feraient bien d'adopter aujourd'hui un profil bas... Quant à l'opinion publique canadienne, et en particulier québécoise, on connaît ses convictions pacifistes.

Que nos militaires n'aillent pas tuer et se faire tuer au Darfour devrait donc être, pour tous ceux–là, un motif de réjouissance.

mroy@lapresse.ca

Rumsfeld réapparaît

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Monde
PAGE:	A12
COLUMN:	Le tour du globe
SOURCE:	AFP
PHOTO:	photo Bloomberg News
ILLUSTRATION:	L'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld témoignaithier devant un comité du Congrès.
WORD COUNT:	120

L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort du soldat Patrick Tillman, ex−star de football américain. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des insurgés talibans en Afghanistan. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains. Tillman avait mis fin à sa carrière de footballeur pour s'engager dans l'armée après le 11 septembre 2001. Sa mort avait suscité une vague d'émotion aux États−Unis.

Obama prêt à frapper les terroristes au Pakistan

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Monde
PAGE:	A12
SOURCE:	Collaboration spéciale
BYLINE:	Hétu, Richard
PHOTO:	Photo Charles Dharapak, ap
DATELINE:	NEW YORK
ILLUSTRATION:	Le sénateur de l'Illinois et aspirant démocrate à laMaison−Blanche, Barack Obama, prononçait hier un discours sur le terrorisme.
WORD COUNT:	586

Dans la lutte contre le terrorisme, Barack Obama serait prêt, s'il est élu à la présidence des États−Unis, à aller là où George W. Bush n'a pas encore osé envoyer des soldats ou larguer des bombes, c'est−à−dire au Pakistan.

Et il n'attendrait pas la permission du président pakistanais Pervez Musharraf avant d'intervenir dans les montagnes du nord−ouest de son pays.

"Soyons clair: il y a, terrés dans ces montagnes, des terroristes qui ont tué 3000 Américains", a déclaré l'aspirant démocrate à la Maison−Blanche au cours d'un discours important à Washington, où il a exposé sa stratégie pour lutter contre le terrorisme. "Si nous avons des renseignements crédibles sur des cibles terroristes de grande valeur et que le président Musharraf n'agit pas, nous le ferons", a−t−il précisé.

Le sénateur de l'Illinois a également proposé d'augmenter d'au moins deux brigades la présence militaire américaine en Afghanistan. Il s'est dit prêt en outre à verser à ce pays une aide militaire d'un milliard de dollars.

"Quand je serai président, nous ferons la guerre qui doit être gagnée", a−t−il déclaré, promettant de retirer les soldats américains d'Irak afin de mieux combattre les terroristes en Afghanistan et au Pakistan.

Le discours de Barack Obama intervient une semaine après que sa collègue et rivale démocrate, Hillary Clinton, eut qualifié d'"irresponsable et franchement naïve" sa proposition de rencontrer inconditionnellement des leaders comme Hugo Chavez, Mahmoud Ahmadinejad et Fidel Castro, au cours de la première année d'un mandat présidentiel.

Tout en se positionnant à la droite de l'administration républicaine sur le Pakistan, le sénateur de l'Illinois a accusé le président Bush de saboter sa propre "guerre au terrorisme", une expression qu'il n'a pas lui−même utilisée dans son discours devant le Woodrow Wilson International Center for Scholars.

"Le président veut nous faire croire que chaque bombe à Bagdad fait partie de la guerre que nous fait Al−Qaeda, et non d'une guerre civile. Il exagère l'importance d'Al−Qaeda en Irak et ignore les gens qui nous ont frappés le 11 septembre, et qui entraînent de nouvelles recrues au Pakistan. Il mélange des groupes qui ont des objectifs divergents: Al−Qaeda et l'Iran, les milices chiites et les insurgés sunnites. Il embrouille notre mission", a déclaré Obama.

Le discours du sénateur démocrate n'a rien pour plaire au Pakistan, allié de Washington. Les autorités pakistanaises ont déjà réagi très négativement à des menaces d'action militaire contre des cibles situées sur

leur territoire. C'est ainsi que l'administration américaine avait annulé au dernier moment en 2005 une mission secrète visant à capturer de hauts responsables d'Al−Qaeda dans les zones tribales du Pakistan.

Dans son discours d'hier, Barack Obama a fait allusion à l'annulation de cette mission. "Ç'a été une terrible erreur de ne pas agir lorsque nous avons eu la possibilité d'éliminer une réunion de dirigeants d'Al−Qaeda en 2005", a−t−il dit.

Hillary Clinton et son équipe de campagne n'ont pas réagi au discours de Barack Obama. Les deux principaux candidats à l'investiture démocrate ont croisé le fer à plusieurs reprises la semaine dernière sur la diplomatie. Après avoir été accusé de naïveté, le sénateur de l'Illinois a reproché à sa collègue de New York d'offrir une version "light" de la politique étrangère de George W. Bush et de Dick Cheney. Hier, il n'a pas mentionné une seule fois le nom de Clinton au cours de son discours.

Il a cependant critiqué le vote du Congrès en faveur de l'invasion de l'Irak, vote auquel la sénatrice de New York a pris part. "Avec ce vote, le Congrès est devenu coauteur d'une guerre catastrophique", a−t−il dit.

Afghanistan; Les soldats du Québec n'auront pas de traitement de faveur

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Politique
PAGE:	A6
SOURCE:	PC
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	photo Ryan Remiorz, archives pc
DATELINE:	CHARLOTTETOWN
ILLUSTRATION:	Les soldats du 22e Régiment n'agiront pas comme simplesréservistes en Afghanistan: le ministre de la Défense Gordon O'Connor affirme que ses propos ont été mal interprétés.
WORD COUNT:	509

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû faire hier cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réservistes, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambigus à propos de la mission militaire en Afghanistan. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de différend entre lui et le chef d'état−major, le général Rick Hillier, sur cette question, affirmant qu'ils étaient tous les deux d'accord pour que l'Armée nationale afghane (ANA) assume éventuellement le gros des combats contre les talibans.

Au cours d'un point de presse impromptu hier, en marge du caucus estival du gouvernement conservateur à l'Ile−du−Prince−Édouard, M. O'Connor a déclaré que les informations qu'il avait communiquées sur la mission afghane provenaient directement du général Hillier, avec qui il communique régulièrement.

"Je n'invente rien, a−t−il lancé dans le foyer de l'hôtel Delta aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Le ministre de la Défense semblait soulagé hier d'avoir pu remettre les pendules à l'heure. Depuis quelques jours, le message gouvernemental sur l'Afghanistan semblait confus. En fin de semaine dernière, le général Hillier avait insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps aux soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant qu'ils puissent être en mesure de combattre les talibans, une déclaration qui semblait contredire celle du ministre O'Connor.

Hier, ce dernier a affirmé que toute cette affaire avait été montée en épingle par les médias.

L'ONU au Darfour

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.02
SECTION: Forum
PAGE: A14
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 467

Après des mois de tortueuses négociations derrière des portes closes, le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement autorisé une intervention militaire massive au Darfour. Dans cette partie du Soudan, sévissent des affrontements confinant au massacre, à teneur à la fois ethnique, religieuse, politique et économique – ce savoureux cocktail générateur des plus inextinguibles conflits. Celui–ci aurait fait jusqu'à maintenant 200 000 morts et déplacé deux millions de personnes.

De fait, le Darfour était devenu LA cause humanitaire à l'ordre du jour planétaire.

On sait que le l'État soudanais (appuyé surtout par la Chine, pour cause de pétrole) avait jusqu'à maintenant minimisé la gravité de la situation et refusé l'intervention de l'ONU. Aujourd'hui, Khartoum fait volte–face, sans doute sous la pression des Chinois, eux–mêmes cernés par l'opinion publique mondiale. Ce sera donc l'une des plus importantes opérations de paix de l'histoire de l'ONU. Et la première à s'enclencher sous le règne du nouveau secrétaire général de l'organisme, le diplomate sud–coréen Ban Ki–moon.

Pour cette raison, mais aussi parce que l'ONU a une crédibilité à rétablir et surtout parce qu'une population considérable est bel et bien opprimée, l'échec n'est pas une option.

Or, on peut raisonnablement estimer que l'entreprise ne présente pas, au départ, tous les gages de succès.

D'abord, la résolution 1769 restreint considérablement l'usage de la force par les troupes onusiennes, concession faite au régime islamiste soudanais. Ensuite, les troupes dépêchées seront essentiellement africaines (apparemment un desiderata de l'État soudanais, encore, qui ne veut pas voir d'Occidentaux dans son pré carré), ce qui laisse perplexe. Que l'Afrique se police elle–même est très souhaitable, en effet, mais il faut bien constater que la présence de l'Union africaine (9000 militaires et autres intervenants au 30 juin dernier) n'a à ce jour à peu près rien donné.

On aime dire qu'il n'y a pas de solution militaire à de tels conflits. C'est vrai. Mais il s'agit d'une position hautement morale qui est de peu de secours dans l'immédiat pour ceux qui meurent.

Il est douteux que le Canada participe à l'opération au Darfour autrement que par la voie de l'aide humanitaire – le gouvernement Harper a 30 jours pour faire connaître ses intentions. Plusieurs raisons expliquent cette position. Celles que l'on vient de voir, d'abord, mais aussi le poids de l'engagement canadien en Afghanistan, où la nécessité de l'imposition de la paix est aussi grande qu'au Darfour.

Ceux qui déchireront leur chemise devant cette pénurie de ressources seront peut–être les mêmes qui, jadis, applaudissaient ou même présidaient à l'étranglement de l'appareil militaire canadien; ainsi, les libéraux fédéraux feraient bien d'adopter aujourd'hui un profil bas... Quant à l'opinion publique canadienne, et en particulier québécoise, on connaît ses convictions pacifistes.

Que nos militaires n'aillent pas tuer et se faire tuer au Darfour devrait donc être, pour tous ceux–là, un motif de réjouissance.

mroy@lapresse.ca

Rumsfeld réapparaît

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Monde
PAGE:	A12
COLUMN:	Le tour du globe
SOURCE:	AFP
PHOTO:	photo Bloomberg News
ILLUSTRATION:	L'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld témoignaithier devant un comité du Congrès.
WORD COUNT:	120

L'ancien secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, est réapparu hier au Congrès pour démentir avoir tenté de dissimuler la vérité sur la mort du soldat Patrick Tillman, ex−star de football américain. L'armée avait d'abord affirmé que Tillman était mort héroïquement le 22 avril 2004 dans une bataille contre des insurgés talibans en Afghanistan. Des semaines plus tard, elle avait reconnu qu'il avait en fait été tué par des tirs d'autres soldats américains. Tillman avait mis fin à sa carrière de footballeur pour s'engager dans l'armée après le 11 septembre 2001. Sa mort avait suscité une vague d'émotion aux États−Unis.

Obama prêt à frapper les terroristes au Pakistan

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Monde
PAGE:	A12
SOURCE:	Collaboration spéciale
BYLINE:	Hétu, Richard
PHOTO:	Photo Charles Dharapak, ap
DATELINE:	NEW YORK
ILLUSTRATION:	Le sénateur de l'Illinois et aspirant démocrate à laMaison−Blanche, Barack Obama, prononçait hier un discours sur le terrorisme.
WORD COUNT:	586

Dans la lutte contre le terrorisme, Barack Obama serait prêt, s'il est élu à la présidence des États−Unis, à aller là où George W. Bush n'a pas encore osé envoyer des soldats ou larguer des bombes, c'est−à−dire au Pakistan.

Et il n'attendrait pas la permission du président pakistanais Pervez Musharraf avant d'intervenir dans les montagnes du nord−ouest de son pays.

"Soyons clair: il y a, terrés dans ces montagnes, des terroristes qui ont tué 3000 Américains", a déclaré l'aspirant démocrate à la Maison−Blanche au cours d'un discours important à Washington, où il a exposé sa stratégie pour lutter contre le terrorisme. "Si nous avons des renseignements crédibles sur des cibles terroristes de grande valeur et que le président Musharraf n'agit pas, nous le ferons", a−t−il précisé.

Le sénateur de l'Illinois a également proposé d'augmenter d'au moins deux brigades la présence militaire américaine en Afghanistan. Il s'est dit prêt en outre à verser à ce pays une aide militaire d'un milliard de dollars.

"Quand je serai président, nous ferons la guerre qui doit être gagnée", a−t−il déclaré, promettant de retirer les soldats américains d'Irak afin de mieux combattre les terroristes en Afghanistan et au Pakistan.

Le discours de Barack Obama intervient une semaine après que sa collègue et rivale démocrate, Hillary Clinton, eut qualifié d'"irresponsable et franchement naïve" sa proposition de rencontrer inconditionnellement des leaders comme Hugo Chavez, Mahmoud Ahmadinejad et Fidel Castro, au cours de la première année d'un mandat présidentiel.

Tout en se positionnant à la droite de l'administration républicaine sur le Pakistan, le sénateur de l'Illinois a accusé le président Bush de saboter sa propre "guerre au terrorisme", une expression qu'il n'a pas lui−même utilisée dans son discours devant le Woodrow Wilson International Center for Scholars.

"Le président veut nous faire croire que chaque bombe à Bagdad fait partie de la guerre que nous fait Al−Qaeda, et non d'une guerre civile. Il exagère l'importance d'Al−Qaeda en Irak et ignore les gens qui nous ont frappés le 11 septembre, et qui entraînent de nouvelles recrues au Pakistan. Il mélange des groupes qui ont des objectifs divergents: Al−Qaeda et l'Iran, les milices chiites et les insurgés sunnites. Il embrouille notre mission", a déclaré Obama.

Le discours du sénateur démocrate n'a rien pour plaire au Pakistan, allié de Washington. Les autorités pakistanaises ont déjà réagi très négativement à des menaces d'action militaire contre des cibles situées sur

leur territoire. C'est ainsi que l'administration américaine avait annulé au dernier moment en 2005 une mission secrète visant à capturer de hauts responsables d'Al−Qaeda dans les zones tribales du Pakistan.

Dans son discours d'hier, Barack Obama a fait allusion à l'annulation de cette mission. "Ç'a été une terrible erreur de ne pas agir lorsque nous avons eu la possibilité d'éliminer une réunion de dirigeants d'Al−Qaeda en 2005", a−t−il dit.

Hillary Clinton et son équipe de campagne n'ont pas réagi au discours de Barack Obama. Les deux principaux candidats à l'investiture démocrate ont croisé le fer à plusieurs reprises la semaine dernière sur la diplomatie. Après avoir été accusé de naïveté, le sénateur de l'Illinois a reproché à sa collègue de New York d'offrir une version "light" de la politique étrangère de George W. Bush et de Dick Cheney. Hier, il n'a pas mentionné une seule fois le nom de Clinton au cours de son discours.

Il a cependant critiqué le vote du Congrès en faveur de l'invasion de l'Irak, vote auquel la sénatrice de New York a pris part. "Avec ce vote, le Congrès est devenu coauteur d'une guerre catastrophique", a−t−il dit.

Afghanistan; Les soldats du Québec n'auront pas de traitement de faveur

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.02
SECTION:	Politique
PAGE:	A6
SOURCE:	PC
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	photo Ryan Remiorz, archives pc
DATELINE:	CHARLOTTETOWN
ILLUSTRATION:	Les soldats du 22e Régiment n'agiront pas comme simplesréservistes en Afghanistan: le ministre de la Défense Gordon O'Connor affirme que ses propos ont été mal interprétés.
WORD COUNT:	509

Pas de traitement de faveur pour les soldats québécois du 22e Régiment en Afghanistan, a déclaré hier à Kandahar le nouveau commandant des troupes canadiennes, le brigadier−général Guy Laroche.

Le commandant Laroche a dû faire hier cette précision à la suite de certaines déclarations récentes du ministre de la Défense à la chaîne de télévision CTV. Gordon O'Connor avait en effet suggéré que les soldats québécois du 22e Régiment, fraîchement débarqués en Afghanistan, auraient plus ou moins un simple rôle de réservistes, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Ces propos ont fait grand bruit, surtout au Canada anglais, où certains commentateurs ont aussitôt accusé le gouvernement de Stephen Harper de vouloir faire la part belle aux soldats québécois, question de ne pas enflammer les opposants à la guerre en Afghanistan au Québec et de s'assurer l'appui de l'électorat de la province aux prochaines élections générales.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a assuré hier le brigadier−général Guy Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dû se défendre hier d'avoir tenu des propos ambigus à propos de la mission militaire en Afghanistan. Il a déclaré qu'il n'y avait pas de différend entre lui et le chef d'état−major, le général Rick Hillier, sur cette question, affirmant qu'ils étaient tous les deux d'accord pour que l'Armée nationale afghane (ANA) assume éventuellement le gros des combats contre les talibans.

Au cours d'un point de presse impromptu hier, en marge du caucus estival du gouvernement conservateur à l'Ile−du−Prince−Édouard, M. O'Connor a déclaré que les informations qu'il avait communiquées sur la mission afghane provenaient directement du général Hillier, avec qui il communique régulièrement.

"Je n'invente rien, a−t−il lancé dans le foyer de l'hôtel Delta aux journalistes. Mes paroles ont simplement été mal interprétées. Je n'ai jamais dit que des unités de l'armée afghane prendraient la relève dans six mois. J'ai dit qu'au cours des prochains six mois nous aurons formé quatre ou cinq bataillons. Et si vous reprenez ce que j'ai dit mot à mot, j'ai dit que quelque part dans le futur les soldats canadiens seront en mesure de jouer un simple rôle d'appui à l'Armée nationale afghane. Mais nous ne savons pas combien de temps cela prendra."

Le ministre de la Défense semblait soulagé hier d'avoir pu remettre les pendules à l'heure. Depuis quelques jours, le message gouvernemental sur l'Afghanistan semblait confus. En fin de semaine dernière, le général Hillier avait insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps aux soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant qu'ils puissent être en mesure de combattre les talibans, une déclaration qui semblait contredire celle du ministre O'Connor.

Hier, ce dernier a affirmé que toute cette affaire avait été montée en épingle par les médias.

Mon clin d'oeil

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.02
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
COLUMN: Mon clin d'oeil
BYLINE: Laporte, Stéphane
WORD COUNT: 31

Les soldats québécois n'ont pas de traitement de faveur en Afghanistan, il n'y a toujours pas de pop tarts au mess des officiers.

Mon clin d'oeil

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.02
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
COLUMN: Mon clin d'oeil
BYLINE: Laporte, Stéphane
WORD COUNT: 31

Les soldats québécois n'ont pas de traitement de faveur en Afghanistan, il n'y a toujours pas de pop tarts au mess des officiers.

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission de paix au Darfour

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 610

LON806−0117071204

PARIS (AP) −− La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU−Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques.

Mardi, après de longues semaines de tractations ardues, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26.000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

Cette force hybride, qui devrait arriver d'ici la fin de l'année pour prendre le relais de l'exangue force africaine de 7.000 hommes, sera composée à la fois de Casques bleus de l'ONU et de soldats de l'Union africaine.

La plupart des pays occidentaux ne devraient y participer que de manière limitée, nombre d'entre eux mobilisant déjà des forces importantes dans diverses opérations de maintien de la paix, ou en Irak et Afghanistan, comme la Grande−Bretagne, qui compte 5.500 hommes en Irak et plus de 7.000 en Afghanistan.

Mercredi, la diplomatie britannique précisait que Londres ne déploierait pas de forces combattantes au Darfour et rappelait qu'elle assiste déjà l'actuelle mission de l'Union africaine pour ce qui est de la logistique et de la planification.

L'UNAMID aura pour mission de mettre un terme a plus de quatre années de combats qui ont fait plus de 200.000 morts et 2,5 millions de déplacés dans cette province de l'ouest du Soudan. Elle pourra comporter jusqu'à 19.555 soldats (dont 360 observateurs militaires et officiers de liaison), un contingent civil pouvant compter jusqu'à 3.772 policiers internationaux, et 19 unités spéciales de police qui pourront compter jusqu'à 2.660 membres.

Comme l'exigeait Khartoum, précise l'ONU, l'UNAMID sera "à prédominance africaine". Le Nigeria, qui compte déjà 2.000 hommes sur le terrain, est prêt à y envoyer un bataillon −700 soldats− supplémentaire.

La France pour sa part, sans fixer de volume des troupes, a offert d'envoyer des hommes et de participer à la chaîne de commandement, ainsi qu'à l'effort humanitaire et de reconstruction, a expliqué son chef de la diplomatie Bernard Kouchner. Pour ce qui est du reste, "il s'agira majoritairement de troupes africaines parce que c'est une opération de l'Union africaine et de l'ONU. Les troupes africaines n'étant pas assez nombreuses, on fera certainement appel à des troupes de l'ONU qui viendraient majoritairement d'Asie", a−t−il précisé sur la radio française RTL.

Selon le ministre danois de la Défense Soeren Gade, qui qualifiait de "certaine" la participation de son pays, les besoins et la composition de l'UNAMID devraient être définis au cours d'une conférence internationale, dont il n'a précisé ni la date ni le lieu.

Quant à Desra Percaya, porte−parole de la diplomatie indonésienne, il a déclaré que Djakarta était prêt à une contribution en hommes mais attendait de voir combien de soldats non−africains seraient requis.

De son côté, l'Australie envisage l'envoi d'un petit contingent médical, mais pas de forces combattantes. La Chine n'avait pour l'instant pas répondu, mais son émissaire spécial pour le Darfour affirmait en juin que Pékin n'excluait pas d'y envoyer des soldats de la paix.

Après des mois de refus pur et simple de la part de Khartoum d'une force non−africaine sur son territoire, les négociations auront été longues et difficiles entre les principaux soutiens de la résolution 1769 −Paris et Londres− et le Soudan et ses alliés, dont la Chine, qui importe les deux tiers du pétrole soudanais et dispose du droit de veto au Conseil de sécurité. Le texte a été à plusieurs reprises édulcoré pour en éliminer notamment les menaces de sanctions.

Du coup, Khartoum, qui y voit une victoire diplomatique, s'est félicité mercredi de l'adoption de ce texte qui "a répondu à nombre des réserves et inquiétudes" du Soudan, le chef de la diplomatie Lam Akol faisant part de la volonté du régime d'"honorer" ses engagements. AP

nc/v/st

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 623

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie _ environ 1200 hommes _, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier−général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force

constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Ils faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a−t−il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, qui a été promu major−général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant−général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

"Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas", a mentionné, dans une courte allocution, le major−général Grant. Il faisait allusion aux soldats _ 22 au cours des six derniers mois _ qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en sol afghan.

FGMTO77−ms

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 622

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tirer les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie _ environ 1200 hommes _, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier−général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force

constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Ils faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a−t−il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, qui a été promu major−général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant−général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

"Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas", a mentionné, dans une courte allocution, le major−général Grant. Il faisait allusion aux soldats _ 22 au cours des six derniers mois _ qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en sol afghan.

FGMTO77−ms

Général

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1378

KANDAHAR, Afghanistan _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du 22e ne profiteront d'aucun traitement de faveur. 750 mots (12 h 20) Par Martin Ouellet (Avec photo) LAROCHE−AFGHANISTAN, LEAD

CHARLOTTETOWN _ Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a insisté mercredi pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan. (O'CONNOR−AFGHANISTAN, LEAD)

CHARLOTTETOWN _ Les journalistes ont été expulsés par des policiers mercredi matin de l'hôtel de Charlottetown où se tient la retraite estivale de l'aile parlementaire du gouvernement conservateur. (PC−CAUCUS−JOURNALISTES)

QUEBEC _ Le gouvernement Charest reporte à l'an prochain la perspective d'intervenir avec vigueur pour éviter que le phosphore ne contamine les lacs du Québec, a indiqué la ministre Beauchamp; réactions de Pauline Marois. Par Jocelyne Richer (ALGUES−INTERVENTION, 2e LEAD)

QUEBEC _ Les orphelins de Duplessis admissibles à une aide financière ont jusqu'au 10 août pour en faire la demande auprès du gouvernement du Québec. 315 mots (13 h 30) ORPHELINS−AIDE, LEAD

SAINT−JEAN, N.−B. _ Le gouvernement du Nouveau−Brunswick a accepté qu'une étude de faisabilité soit menée à propos du projet de construction d'une seconde centrale nucléaire à Point Lepreau, grâce à un réacteur Candu de génération III. (NB−CANDU−FAISABILITE, LEAD)

SAINT−JEAN, T.−N.−L. _ Les maires de plusieurs petites municipalités de Terre−Neuve ont décrété l'état d'urgence, mercredi, alors que la tempête tropicale Chantal est venue s'échouer sur les côtes.

GARNISON VALCARTIER _ Après le retour de militaires à Valcartier, mardi soir, près de 140 autres soldats de la Force opérationnelle interarmées Rotation 4 iront rejoindre leurs collègues en Afghanistan ce jeudi. 210 mots (10 h 50) AFGHANISTAN−MOUVEMENTS

MONTREAL _ Les Canadiens ont payé leurs prescriptions de médicaments génériques plus de deux fois plus cher que leurs voisins américains en 2006, selon une étude de l'Institut Fraser, dont La Presse fait état. 290 mots (10 h) MEDICAMENTS−ETUDE−PRIX

MONTREAL _ La commission mise sur pied par le gouvernement Charest pour étudier le phénomène dit des "accommodements raisonnables" coûtera près de 5 millions $, selon La Presse. 200 mots (3 h 20) COMMISSION−ACCOMMODEMENTS

TORONTO _ Il est possible pour les Canadiens d'excéder en toute impunité la limite légale des dons qu'ils ont le droit de verser aux partis politiques, même de plus de 60 000 $, selon ce qu'a vérifié le Globe and Mail. (PARTIS−POLITIQUES−DONS)

ROBERVAL _ La chenille légionnaire a jusqu'ici bousillé les champs de 67 producteurs agricoles de la région du Saguenay/Lac−Saint−Jean. 320 mots (5 h 20) CHENILLE−LEGIONNAIRE

CARLETON _ A compter de mardi et jusqu'à nouvel ordre, les trains Via Rail Chaleur à destination de Gaspé et Océan à destination de Halifax seront exploités en rames séparées entre Montréal et Matapédia, selon Le Soleil. 350 mots (5 h 15) VIA−CHALEUR−OCEAN

Economie

MONTREAL _ Le Groupe CGI a enregistré des profits de 64,4 millions $ au cours de son troisième trimestre, en hausse de 80 pour cent par rapport à ceux de la période correspondante de l'année dernière. 535 mots (13 h 45) (Avec graphique) CGI−RESULTATS, LEAD

MONTREAL _ Stimulée par la performance de son secteur du sans−fil, BCE a vu ses profits du deuxième trimestre bondir de plus de 40 pour cent. (Avec graphique) (BCE−RESULTATS, LEAD)

MONTREAL _ Le Groupe TVA déclare un bénéfice net en hausse, à 16,6 millions $, pour le deuxième trimestre, comparativement à un bénéfice net de 13,4 millions $ un an plus tôt. 430 mots (15 h 05) TVA−RESULTATS

CALGARY _ WestJet Airlines a enregistré des profits de 11,5 millions $ au deuxième trimestre, en baisse par rapport à ceux de 22,4 millions $ réalisés un an plus tôt. (Avec graphique) (WESTJET−RESULTATS, LEAD)

MONTREAL _ La SGF s'associe au producteur Lionsgate dans le cadre d'une entente prévoyant que l'agence provinciale financera jusqu'à concurrence de 35 pour cent du coût de production de chaque long métrage et série télévisée tourné au Québec, ce qui représente un investissement total de 140 millions $ US sur quatre ans. 220 mots (13 h 15) LIONSGATE−SGF

CHICAGO _ Conrad Black devait se présenter en cour à nouveau mercredi à Chicago pour demander la permission de se rendre au Canada où il a encore des actifs immobiliers. (CONRAD−BLACK, LEAD)

TORONTO _ GM du Canada a déclaré mercredi que ses ventes avaient diminué de 2 pour cent en juillet; Chrysler Canada a de son côté rapporté une hausse de 2,6 pour cent sur 12 mois. (VENTES−AUTOMOBILES)

MONTREAL _ SNC−Lavalin et un partenaire brésilien, Minerconsult Engenharia, ont remporté un contrat de services de 100 millions $ pour l'ingénierie, l'approvisionnement et la gestion de la construction d'une nouvelle usine de ferronickel. 215 mots (12 h) SNC−LAVALIN−CONTRAT

MONTREAL _ Le CP envisage de se départir d'un monument historique de Montréal, la gare Windsor. 260 mots (8 h 30) GARE−WINDSOR−VENTE

WINNIPEG _ Les profits de Great−West Lifeco ont bondi de 18 pour cent pour s'établir à 544 millions $ au deuxième trimestre. (GREAT−WEST−LIFECO)

OTTAWA _ Les profits de l'industrie canadienne du pétrole devraient diminuer de près de 25 pour cent cette année, par rapport à leur sommet de 2006, selon le Conference Board. 220 mots (12 h 25) INDUSTRIE−PETROLIERE

TORONTO _ Pour le deuxième trimestre, la minière Sherritt International a indiqué, mercredi, que le bénéfice net avait bondi à 132,4 millions $ comparativement à 57,2 millions $ un an plus tôt. 215 mots (14 h 40)

SHERRIT−RESULTATS

CALGARY _ L'exploitant de réseaux de pipelines Enbridge a déclaré mercredi que son bénéfice était en baisse au deuxième trimestre, à 146,5 millions $, comparativement à 157,9 millions $ un an plus tôt. 315 mots (14 h) ENBRIDGE−RESULTATS

VANCOUVER _ British Columbia Investment Management offre d'acheter, pour 1,2 milliard $, le fonds de placement immobilier Canadian Hotel Income Properties, qui possède et gère 32 hôtels à travers le pays, dont six au Québec. 340 mots (10 h 20) HOTELS−TRANSACTION

NEW YORK _ C'est un tournant dans la carrière de Rupert Murdoch, 76 ans, magnat australien de la presse et patron de News Corp. Avec le rachat de Dow Jones, une institution du journalisme américain, le prestigieux et très sérieux Wall Street Journal, tombe dans son escarcelle. 585 mots (8 h 55) (Avec graphique) DOW−JONES−MURDOCH, LEAD

MOSCOU _ Gazprom a annoncé mercredi qu'il réduirait de 45 pour cent sa fourniture de gaz naturel au Belarus à compter du 3 août, Minsk n'ayant pas réglé sa facture. 590 mots (12 h 30) RUSSIE−BELARUS−GAZ

Culture

MONTREAL _ Depuis qu'elle a tenu le premier rôle dans "Bach et Bottine" il y a de cela 20 ans, Mahée Paiement enfile les rôles secondaires. Sa participation à la comédie "Ma Tante Aline" ne fait pas exception à cette règle, mais la comédienne envisage un changement. 560 mots (11 h 20) (MTL−EXCLU) MAHEE−PAIEMENT

NEW YORK _ Keith Richards, le légendaire guitariste des Rolling Stones, travaille actuellement sur ses mémoires, pour une publication prévue en 2010. 300 mots (12 h 35) (Lead d'une brève) KEITH−RICHARDS−MEMOIRES

A l'étranger

PARIS _ La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU−Union africaine pour la paix au Darfour. (Avec photos) (ONU−SOUDAN−DARFOUR)

GHAZNI, Afghanistan _ Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi, un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs. (Avec photos) (AFGHANISTAN−ENLEVEMENTS)

WASHINGTON _ Barack Obama, candidat à l'investiture démocrate, s'est dit prêt mercredi, s'il est élu président l'an prochain, à envoyer des troupes américaines au Pakistan pour y traquer les terroristes. (USA−PRESIDENTIELLE−OBAMA)

PARIS _ La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a ordonné la remise en liberté de l'abbé Wenceslas Munyeshyaka et de l'ancien préfet Laurent Bucyibaruta, arrêtés le 20 juillet en vertu de mandats d'arrêt émis par le TPI pour le Rwanda. (JUSTICE−FRANCE−RWANDA)

PARIS _ Nicolas Sarkozy a assuré mercredi que la France n'avait offert "aucune" contrepartie à la Libye pour la libération des infirmières et du médecin bulgares. (Avec photo) (LIBYE−FRANCE)

PHNOM PENH _ "Duch", l'ancien chef de la prison S−21 de Phnom Penh, centre de torture le plus tristement

célèbre du régime khmer rouge, est d'accord pour témoigner sur les atrocités commises. (Avec photos) (CAMBODGE−KHMERS)

LA HAVANE _ Un an après la passation du pouvoir "provisoire" de Fidel Castro à son frère Raul, la convalescence du Lider Maximo s'éternise. (CUBA−CASTRO)

DUBAI _ Le retour glorieux de l'équipe de football irakienne à Dubaï gâché par l'hymne de l'ère Saddam. 445 mots (13 h 15) (Avec photos) FOOTBALL−IRAK

Documentaires

NEW YORK _ Un homme au cerveau endommagé qui ne pouvait communiquer depuis six ans que par de légers mouvements de l'oeil ou du pouce, peut prononcer à nouveau quelques mots, après s'être fait implanter des électrodes dans le cerveau, selon "Nature". 550 mots (12 h 35) USA−SCIENCE−CERVEAU

WASHINGTON _ Après avoir longuement enquêté auprès de jeunes en début de cursus universitaire, des chercheurs américains ont compilé une liste des 237 raisons qui les poussent à faire l'amour. 535 mots (7 h 55 à l'Inter) USA−SEXE−ETUDE

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Résultats de CGI. 1 col.

4− Résultats de WestJet. 1 col.

5− Résultats de la BCE. 1 col.

6− Empire Murdoch. 1 col.

7− F1: Grand Prix de Hongrie. 2 col.

8− F1: classement. 2 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de la PC sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos de la PC. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos de la PC au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18 h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111

Le Cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: POLITIQUE JUSTICE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 420

CHARLOTTETOWN (PC) _ Des agents de la Gendarmerie royale du Canada, agissant sur l'ordre du Cabinet du premier ministre, ont évincé des journalistes du hall d'un hôtel pour les empêcher de parler à des ministres conservateurs, mercredi.

Tandis que des groupes de touristes déambulaient librement dans le hall de l'hôtel Delta de Charlottetown, à l'Ile−du−Prince−Edouard, des policiers de la GRC en civil ont repoussé les journalistes qui s'étaient présentés à l'occasion de la séance estivale de stratégie de l'aile parlementaire du Parti conservateur. La rencontre de trois jours en prévision de la rentrée parlementaire de l'automne a lieu à cet hôtel.

"Il y a un moment et un endroit pour les médias", a déclaré un policier à un petit groupe de journalistes, indiquant ainsi clairement qu'il ne s'agissait pas d'une question de sécurité, mais de stratégie de communications. L'agent, non identifié, a affirmé suivre les directives du Cabinet du premier ministre.

Les journalistes n'étaient pas à portée d'oreille des discussions formelles du caucus, tant s'en faut. Mais ils étaient encore trop près pour les conservateurs, qui ont mis sur pied, en face de l'hôtel Delta, dans un édifice fédéral, une salle de travail pour les représentants des médias et ont promis que des parlementaires seraient disponibles pour des interviews "lorsque ce sera approprié".

Sandra Buckler, la directrice des communications du premier ministre Stephen Harper, a affirmé que les conservateurs _ qui ont fait campagne en promettant une plus grande transparence _ appliquaient simplement les mêmes pratiques que par le passé. Elle n'a pas commenté la pertinence du recours à la GRC pour tenir les journalistes à l'écart.

Le député Rahim Jaffer, président du caucus national, a été l'un des deux députés _ sur 125 _ à venir rencontrer les médias mercredi, premier jour du caucus. Après avoir d'abord indiqué que l'expulsion des journalistes visait à tenir ceux−ci à l'écart des familles des députés, M. Jaffer a soutenu que la décision avait été prise par la GRC pour des raisons de sécurité, même si des agents ont explicitement mentionné que la directive venait des conservateurs.

En soirée, M. Harper a prononcé un discours devant environ 900 personnes dans le cadre d'un rassemblement conservateur et d'un barbecue. Il n'a pas abordé l'épisode de l'expulsion.

Son allocution a porté sur les thèmes conservateurs traditionnels et fait l'éloge des réalisations de son gouvernement au cours de ses 18 mois au pouvoir.

Le ministre de l'Agriculture, Chuck Strahl, a lui aussi traversé la rue pour s'adresser aux membres des médias.

L'éviction est survenue après que des journalistes aient eu une discussion à l'amiable, dans le hall de l'hôtel, avec le ministre de la Défense Gordon O'Connor sur la mission militaire en Afghanistan.

GG8459−8149−FGJD406−ac.

Un commandant d'Al−Qaïda exhorte les Pakistanais à renverser le régime de Musharraf

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 214

LE CAIRE (AP) −− Un commandant d'Al−Qaïda a exhorté dans une vidéo diffusée mercredi sur Internet les Pakistanais à renverser le président Pervez Musharraf pour venger la mort du religieux extrémiste Abdul Rachid Ghazi dans l'assaut sur la Mosquée rouge à Islamabad.

Les combats entre forces de sécurité pakistanaises et extrémistes retranchés dans la Mosquée rouge ont fait au moins 102 morts le mois dernier.

Dans un message vidéo de 21 minutes, Abou Yahia al−Libi, qui s'était évadé en 2005 de la prison américaine de Bagram, au nord de Kaboul et qui serait depuis dans un camp de kamikazes dans l'est de l'Afghanistan, exhorte les Pakistanais à "se débarasser de cet apostat corrompu et tyrannique et de son régime mécréant". "Détruisez les fortifications de sa faible armée, les nids de sa sale agence de renseignement et le coeur de son régime mécréant", ajoute−t−il, dans cette vidéo dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, accusant Pervez Musharraf d'avoir poussé le Pakistan à "abandonner son identité islamique" et de s'être soumis aux Etats−Unis.

Depuis le siège de la Mosquée rouge, les fondamentalistes pakistanais ont organisé plusieurs manifestations contre le régime de Musharraf dans le pays, et les attaques visant les forces gouvernementales dans les zones tribales de l'est du pays se sont multipliées. AP

nc/v332

Otages sud−coréens: Séoul et Washington excluent une opération militaire, selon un responsable sud−coréen

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 226

MANILLE (AP) −− La Corée du Sud et les Etats−Unis excluent une opération militaire pour libérer les 21 otages sud−coréens encore retenus par les talibans en Afghanistan, a indiqué jeudi un responsable sud−coréen.

Par ailleurs, une délégation de parlementaires sud−coréens s'est envolée jeudi pour Washington afin de convaincre les Etats−Unis de peser de tout leur poids dans les négociations avec les talibans.

A Manille, le ministre sud−coréen des Affaires étrangères Song Min−soon et le vice−secrétaire d'Etat américain John Negroponte se sont entretenus de la situation jeudi lors d'une rencontre en marge d'une réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud−Est (ASEAN) sur la sécurité, a précisé ce responsable ayant requis l'anonymat.

"Les deux parties ont exclu la possibilité d'une opération militaire et ont établi comme priorité de résoudre pacifiquement la question en mobilisant tous les moyens possibles", a déclaré Song Min−soon à l'issue de la rencontre, selon ce responsable. "Les Etats−Unis ne préparent pas d'opération militaire", a−t−il ajouté, citant toujours le ministre sud−coréen.

Séoul avait annoncé mercredi qu'aucune opération militaire ne serait organisée sans son assentiment.

Le nouvel ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution des ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi. Un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

Les ravisseurs ont déjà exécuté deux des 23 otages enlevés le 19 juillet. AP

jp/v114−124

Un soldat de l'OTAN, un policier afghan et 10 militants tués dans des combats en Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 140

KABOUL (AP) −− Un soldat de l'OTAN est mort au combat dans l'est de l'Afghanistan mercredi, alors que d'autres affrontements dans le sud du pays ont coûté la vie à dix talibans présumés et un policier afghan, selon des responsables.

Un autre soldat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) a également été blessé dans les combats dans l'est du pays, selon un communiqué de l'OTAN, qui ne précisait pas le lieu exact des affrontements, ni la nationalité des soldats en question. La plupart des soldats dans le secteur sont des Américains.

Dans la province de Kandahar (sud), la police afghane a résisté à une offensive de talibans présumés, tuant 10 des assaillants, selon le ministère de l'Intérieur. Un policier est également décédé.

Les opérations militaires et les attaques des talibans ont fait plus de 3.500 morts cette année, la plupart issus de l'insurrection. AP

mgh/v354

Un onzième contingent de soldats canadiens s'envole pour l'Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 154

GARNISON VALCARTIER (PC) _ L'intense va−et−vient de personnel militaire se poursuit à la base des Forces armées canadiennes de Valcartier, dans la région de Québec.

Après le retour de militaires, mardi soir, près de 140 autres soldats de la Force opérationnelle interarmées Rotation 4 iront rejoindre leurs collègues en Afghanistan ce jeudi pour participer à une mission visant à accroître la sécurité et à aider à la reconstruction du pays.

Les troupes salueront leurs familles à la Garnison Valcartier entre 16h30 et 18h15, soit avant leur départ pour l'Aéroport international Jean−Lesage. Il s'agira du 11e vol depuis le 15 juin.

La contribution des Forces canadiennes en Afghanistan est constituée d'environ 2500 militaires de multiples professions et appartenant à des unités de diverses régions du Canada.

Plus tôt mercredi, en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a signé les documents protocolaires faisant de lui le troisième général à diriger l'armée canadienne en sol afghan depuis le début de la mission en 2002, après David Fraser et Tim Grant.

(CNW,NTR,jpd)

NGJPD16

La France, le Danemark et l'Indonésie volontaires pour la mission de paix au Darfour

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 610

LON806−0117071204

PARIS (AP) −− La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU−Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques.

Mardi, après de longues semaines de tractations ardues, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26.000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

Cette force hybride, qui devrait arriver d'ici la fin de l'année pour prendre le relais de l'exangue force africaine de 7.000 hommes, sera composée à la fois de Casques bleus de l'ONU et de soldats de l'Union africaine.

La plupart des pays occidentaux ne devraient y participer que de manière limitée, nombre d'entre eux mobilisant déjà des forces importantes dans diverses opérations de maintien de la paix, ou en Irak et Afghanistan, comme la Grande−Bretagne, qui compte 5.500 hommes en Irak et plus de 7.000 en Afghanistan.

Mercredi, la diplomatie britannique précisait que Londres ne déploierait pas de forces combattantes au Darfour et rappelait qu'elle assiste déjà l'actuelle mission de l'Union africaine pour ce qui est de la logistique et de la planification.

L'UNAMID aura pour mission de mettre un terme a plus de quatre années de combats qui ont fait plus de 200.000 morts et 2,5 millions de déplacés dans cette province de l'ouest du Soudan. Elle pourra comporter jusqu'à 19.555 soldats (dont 360 observateurs militaires et officiers de liaison), un contingent civil pouvant compter jusqu'à 3.772 policiers internationaux, et 19 unités spéciales de police qui pourront compter jusqu'à 2.660 membres.

Comme l'exigeait Khartoum, précise l'ONU, l'UNAMID sera "à prédominance africaine". Le Nigeria, qui compte déjà 2.000 hommes sur le terrain, est prêt à y envoyer un bataillon −700 soldats− supplémentaire.

La France pour sa part, sans fixer de volume des troupes, a offert d'envoyer des hommes et de participer à la chaîne de commandement, ainsi qu'à l'effort humanitaire et de reconstruction, a expliqué son chef de la diplomatie Bernard Kouchner. Pour ce qui est du reste, "il s'agira majoritairement de troupes africaines parce que c'est une opération de l'Union africaine et de l'ONU. Les troupes africaines n'étant pas assez nombreuses, on fera certainement appel à des troupes de l'ONU qui viendraient majoritairement d'Asie", a−t−il précisé sur la radio française RTL.

Selon le ministre danois de la Défense Soeren Gade, qui qualifiait de "certaine" la participation de son pays, les besoins et la composition de l'UNAMID devraient être définis au cours d'une conférence internationale, dont il n'a précisé ni la date ni le lieu.

Quant à Desra Percaya, porte−parole de la diplomatie indonésienne, il a déclaré que Djakarta était prêt à une contribution en hommes mais attendait de voir combien de soldats non−africains seraient requis.

De son côté, l'Australie envisage l'envoi d'un petit contingent médical, mais pas de forces combattantes. La Chine n'avait pour l'instant pas répondu, mais son émissaire spécial pour le Darfour affirmait en juin que Pékin n'excluait pas d'y envoyer des soldats de la paix.

Après des mois de refus pur et simple de la part de Khartoum d'une force non−africaine sur son territoire, les négociations auront été longues et difficiles entre les principaux soutiens de la résolution 1769 −Paris et Londres− et le Soudan et ses alliés, dont la Chine, qui importe les deux tiers du pétrole soudanais et dispose du droit de veto au Conseil de sécurité. Le texte a été à plusieurs reprises édulcoré pour en éliminer notamment les menaces de sanctions.

Du coup, Khartoum, qui y voit une victoire diplomatique, s'est félicité mercredi de l'adoption de ce texte qui "a répondu à nombre des réserves et inquiétudes" du Soudan, le chef de la diplomatie Lam Akol faisant part de la volonté du régime d'"honorer" ses engagements. AP

nc/v/st

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 623

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tiré les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on n'en est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie _ environ 1200 hommes _, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier−général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force

constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Ils faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a−t−il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, qui a été promu major−général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant−général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

"Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas", a mentionné, dans une courte allocution, le major−général Grant. Il faisait allusion aux soldats _ 22 au cours des six derniers mois _ qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en sol afghan.

FGMTO77−ms

Le général Laroche nie tout traitement de faveur envers les francophones

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 622

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du Royal 22e Régiment ne profiteront d'aucun traitement de faveur pendant leur mission.

"Peu importe ce que l'on raconte au Canada, au niveau politique ou dans la rue, pour nous le travail se poursuit, dans la même veine que par le passé", a dit le brigadier−général en point de presse, quelques instants après avoir signé les documents protocolaires faisant de lui le successeur de son homologue Tim Grant, rappelé au Canada après un mandat de neuf mois.

Aussitôt entré en fonction, le nouveau commandant a rejeté du revers de la main les allégations de traitement de faveur qui circulent à l'endroit des militaires francophones déployés en Afghanistan.

La rumeur, qui a pris des proportions considérables au Canada anglais, origine d'une déclaration ambiguë du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor. Il y a un peu plus de deux semaines, ce dernier a affirmé dans une entrevue au réseau CTV que les soldats de la nouvelle cohorte, celle du Royal 22e Régiment, seraient plus ou moins mis en réserve, laissant aux militaires afghans le soin de livrer les combats.

Il n'en fallait pas davantage pour que certains concluent que le gouvernement de Stephen Harper avait tirer les ficelles pour mettre les soldats francophones à l'abri des combats, afin de ne pas enflammer au Québec le mouvement d'opposition à la mission en Afghanistan, et éviter d'assumer le coût politique de la mort éventuelle de soldats québécois.

"Nous, nous recevons nos directives du chef de la défense nationale, le général Rick Hillier, et notre mandat est clair", a répliqué le commandant Laroche, sans mentionner le nom du ministre O'Connor. Il a ajouté que l'état de préparation de l'armée afghane ne permettait pas d'envisager, du moins dans un horizon de six à huit mois, une "mise en réserve" des soldats canadiens.

Par conséquent, les militaires du Royal 22e Régiment feront face aux mêmes périls que leurs compatriotes qui les ont précédés en sol afghan, a fait comprendre le brigadier−général.

"Il n'y aura pas de différence, au moins dans les premiers temps. Essentiellement, on est pas encore là (à confier le front à l'armée afghane)", a souligné le commandant Laroche.

Avec deux bataillons d'infanterie _ environ 1200 hommes _, l'armée afghane n'est pas en mesure de prendre le relais dans les situations de combats.

En ce qui concerne la police nationale, sur laquelle compte la communauté internationale pour assurer un minimum de sécurité dans les communautés, la situation est encore plus troublante. Le recrutement est difficile et la formation des recrues, dans plusieurs secteurs du pays, est à l'avenant.

Le problème découle du fait que les Afghans "ne savent pas ce qu'est la police", a mentionné le brigadier−général, conscient que la sécurité ne pourra jamais être assurée dans le pays sans une force

constabulaire intègre, respectée et pouvant imposer son autorité.

"Pendant des années, il n'y a pas eu de police, alors les candidats au recrutement ne savent pas ce que font les policiers. Ils faut les accompagner, rester près d'eux et essayer de les guider", a−t−il dit.

Guy Laroche est le troisième général à prendre les commandes de la mission canadienne en Afghanistan depuis le premier déploiement en 2002. Il succède à David Fraser et Tim Grant, qui a été promu major−général au cours de la cérémonie marquant le transfert du commandement. Ce dernier a reçu son insigne des mains du lieutenant−général Michel Gauthier, commandant de la force expéditionnaire du Canada.

Parmi les personnalités présentes à la cérémonie figuraient le ministre afghan du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, et l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

"Il est difficile de retourner chez soi sachant que des camarades ne nous raccompagnent pas", a mentionné, dans une courte allocution, le major−général Grant. Il faisait allusion aux soldats _ 22 au cours des six derniers mois _ qui ont péri sous sa gouverne.

Depuis 2002, 66 Canadiens, dont un diplomate, ont perdu la vie en sol afghan.

FGMTO77−ms

Général

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1378

KANDAHAR, Afghanistan _ Fraîchement assigné au commandement des troupes canadiennes en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a dû expliquer mercredi que les soldats du 22e ne profiteront d'aucun traitement de faveur. 750 mots (12 h 20) Par Martin Ouellet (Avec photo) LAROCHE−AFGHANISTAN, LEAD

CHARLOTTETOWN _ Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a insisté mercredi pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan. (O'CONNOR−AFGHANISTAN, LEAD)

CHARLOTTETOWN _ Les journalistes ont été expulsés par des policiers mercredi matin de l'hôtel de Charlottetown où se tient la retraite estivale de l'aile parlementaire du gouvernement conservateur. (PC−CAUCUS−JOURNALISTES)

QUEBEC _ Le gouvernement Charest reporte à l'an prochain la perspective d'intervenir avec vigueur pour éviter que le phosphore ne contamine les lacs du Québec, a indiqué la ministre Beauchamp; réactions de Pauline Marois. Par Jocelyne Richer (ALGUES−INTERVENTION, 2e LEAD)

QUEBEC _ Les orphelins de Duplessis admissibles à une aide financière ont jusqu'au 10 août pour en faire la demande auprès du gouvernement du Québec. 315 mots (13 h 30) ORPHELINS−AIDE, LEAD

SAINT−JEAN, N.−B. _ Le gouvernement du Nouveau−Brunswick a accepté qu'une étude de faisabilité soit menée à propos du projet de construction d'une seconde centrale nucléaire à Point Lepreau, grâce à un réacteur Candu de génération III. (NB−CANDU−FAISABILITE, LEAD)

SAINT−JEAN, T.−N.−L. _ Les maires de plusieurs petites municipalités de Terre−Neuve ont décrété l'état d'urgence, mercredi, alors que la tempête tropicale Chantal est venue s'échouer sur les côtes.

GARNISON VALCARTIER _ Après le retour de militaires à Valcartier, mardi soir, près de 140 autres soldats de la Force opérationnelle interarmées Rotation 4 iront rejoindre leurs collègues en Afghanistan ce jeudi. 210 mots (10 h 50) AFGHANISTAN−MOUVEMENTS

MONTREAL _ Les Canadiens ont payé leurs prescriptions de médicaments génériques plus de deux fois plus cher que leurs voisins américains en 2006, selon une étude de l'Institut Fraser, dont La Presse fait état. 290 mots (10 h) MEDICAMENTS−ETUDE−PRIX

MONTREAL _ La commission mise sur pied par le gouvernement Charest pour étudier le phénomène dit des "accommodements raisonnables" coûtera près de 5 millions $, selon La Presse. 200 mots (3 h 20) COMMISSION−ACCOMMODEMENTS

TORONTO _ Il est possible pour les Canadiens d'excéder en toute impunité la limite légale des dons qu'ils ont le droit de verser aux partis politiques, même de plus de 60 000 $, selon ce qu'a vérifié le Globe and Mail. (PARTIS−POLITIQUES−DONS)

ROBERVAL _ La chenille légionnaire a jusqu'ici bousillé les champs de 67 producteurs agricoles de la région du Saguenay/Lac−Saint−Jean. 320 mots (5 h 20) CHENILLE−LEGIONNAIRE

CARLETON _ A compter de mardi et jusqu'à nouvel ordre, les trains Via Rail Chaleur à destination de Gaspé et Océan à destination de Halifax seront exploités en rames séparées entre Montréal et Matapédia, selon Le Soleil. 350 mots (5 h 15) VIA−CHALEUR−OCEAN

Economie

MONTREAL _ Le Groupe CGI a enregistré des profits de 64,4 millions $ au cours de son troisième trimestre, en hausse de 80 pour cent par rapport à ceux de la période correspondante de l'année dernière. 535 mots (13 h 45) (Avec graphique) CGI−RESULTATS, LEAD

MONTREAL _ Stimulée par la performance de son secteur du sans−fil, BCE a vu ses profits du deuxième trimestre bondir de plus de 40 pour cent. (Avec graphique) (BCE−RESULTATS, LEAD)

MONTREAL _ Le Groupe TVA déclare un bénéfice net en hausse, à 16,6 millions $, pour le deuxième trimestre, comparativement à un bénéfice net de 13,4 millions $ un an plus tôt. 430 mots (15 h 05) TVA−RESULTATS

CALGARY _ WestJet Airlines a enregistré des profits de 11,5 millions $ au deuxième trimestre, en baisse par rapport à ceux de 22,4 millions $ réalisés un an plus tôt. (Avec graphique) (WESTJET−RESULTATS, LEAD)

MONTREAL _ La SGF s'associe au producteur Lionsgate dans le cadre d'une entente prévoyant que l'agence provinciale financera jusqu'à concurrence de 35 pour cent du coût de production de chaque long métrage et série télévisée tourné au Québec, ce qui représente un investissement total de 140 millions $ US sur quatre ans. 220 mots (13 h 15) LIONSGATE−SGF

CHICAGO _ Conrad Black devait se présenter en cour à nouveau mercredi à Chicago pour demander la permission de se rendre au Canada où il a encore des actifs immobiliers. (CONRAD−BLACK, LEAD)

TORONTO _ GM du Canada a déclaré mercredi que ses ventes avaient diminué de 2 pour cent en juillet; Chrysler Canada a de son côté rapporté une hausse de 2,6 pour cent sur 12 mois. (VENTES−AUTOMOBILES)

MONTREAL _ SNC−Lavalin et un partenaire brésilien, Minerconsult Engenharia, ont remporté un contrat de services de 100 millions $ pour l'ingénierie, l'approvisionnement et la gestion de la construction d'une nouvelle usine de ferronickel. 215 mots (12 h) SNC−LAVALIN−CONTRAT

MONTREAL _ Le CP envisage de se départir d'un monument historique de Montréal, la gare Windsor. 260 mots (8 h 30) GARE−WINDSOR−VENTE

WINNIPEG _ Les profits de Great−West Lifeco ont bondi de 18 pour cent pour s'établir à 544 millions $ au deuxième trimestre. (GREAT−WEST−LIFECO)

OTTAWA _ Les profits de l'industrie canadienne du pétrole devraient diminuer de près de 25 pour cent cette année, par rapport à leur sommet de 2006, selon le Conference Board. 220 mots (12 h 25) INDUSTRIE−PETROLIERE

TORONTO _ Pour le deuxième trimestre, la minière Sherritt International a indiqué, mercredi, que le bénéfice net avait bondi à 132,4 millions $ comparativement à 57,2 millions $ un an plus tôt. 215 mots (14 h 40)

SHERRIT−RESULTATS

CALGARY _ L'exploitant de réseaux de pipelines Enbridge a déclaré mercredi que son bénéfice était en baisse au deuxième trimestre, à 146,5 millions $, comparativement à 157,9 millions $ un an plus tôt. 315 mots (14 h) ENBRIDGE−RESULTATS

VANCOUVER _ British Columbia Investment Management offre d'acheter, pour 1,2 milliard $, le fonds de placement immobilier Canadian Hotel Income Properties, qui possède et gère 32 hôtels à travers le pays, dont six au Québec. 340 mots (10 h 20) HOTELS−TRANSACTION

NEW YORK _ C'est un tournant dans la carrière de Rupert Murdoch, 76 ans, magnat australien de la presse et patron de News Corp. Avec le rachat de Dow Jones, une institution du journalisme américain, le prestigieux et très sérieux Wall Street Journal, tombe dans son escarcelle. 585 mots (8 h 55) (Avec graphique) DOW−JONES−MURDOCH, LEAD

MOSCOU _ Gazprom a annoncé mercredi qu'il réduirait de 45 pour cent sa fourniture de gaz naturel au Belarus à compter du 3 août, Minsk n'ayant pas réglé sa facture. 590 mots (12 h 30) RUSSIE−BELARUS−GAZ

Culture

MONTREAL _ Depuis qu'elle a tenu le premier rôle dans "Bach et Bottine" il y a de cela 20 ans, Mahée Paiement enfile les rôles secondaires. Sa participation à la comédie "Ma Tante Aline" ne fait pas exception à cette règle, mais la comédienne envisage un changement. 560 mots (11 h 20) (MTL−EXCLU) MAHEE−PAIEMENT

NEW YORK _ Keith Richards, le légendaire guitariste des Rolling Stones, travaille actuellement sur ses mémoires, pour une publication prévue en 2010. 300 mots (12 h 35) (Lead d'une brève) KEITH−RICHARDS−MEMOIRES

A l'étranger

PARIS _ La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays à se porter volontaires pour participer à la force hybride ONU−Union africaine pour la paix au Darfour. (Avec photos) (ONU−SOUDAN−DARFOUR)

GHAZNI, Afghanistan _ Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi, un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs. (Avec photos) (AFGHANISTAN−ENLEVEMENTS)

WASHINGTON _ Barack Obama, candidat à l'investiture démocrate, s'est dit prêt mercredi, s'il est élu président l'an prochain, à envoyer des troupes américaines au Pakistan pour y traquer les terroristes. (USA−PRESIDENTIELLE−OBAMA)

PARIS _ La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a ordonné la remise en liberté de l'abbé Wenceslas Munyeshyaka et de l'ancien préfet Laurent Bucyibaruta, arrêtés le 20 juillet en vertu de mandats d'arrêt émis par le TPI pour le Rwanda. (JUSTICE−FRANCE−RWANDA)

PARIS _ Nicolas Sarkozy a assuré mercredi que la France n'avait offert "aucune" contrepartie à la Libye pour la libération des infirmières et du médecin bulgares. (Avec photo) (LIBYE−FRANCE)

PHNOM PENH _ "Duch", l'ancien chef de la prison S−21 de Phnom Penh, centre de torture le plus tristement

célèbre du régime khmer rouge, est d'accord pour témoigner sur les atrocités commises. (Avec photos) (CAMBODGE−KHMERS)

LA HAVANE _ Un an après la passation du pouvoir "provisoire" de Fidel Castro à son frère Raul, la convalescence du Lider Maximo s'éternise. (CUBA−CASTRO)

DUBAI _ Le retour glorieux de l'équipe de football irakienne à Dubaï gâché par l'hymne de l'ère Saddam. 445 mots (13 h 15) (Avec photos) FOOTBALL−IRAK

Documentaires

NEW YORK _ Un homme au cerveau endommagé qui ne pouvait communiquer depuis six ans que par de légers mouvements de l'oeil ou du pouce, peut prononcer à nouveau quelques mots, après s'être fait implanter des électrodes dans le cerveau, selon "Nature". 550 mots (12 h 35) USA−SCIENCE−CERVEAU

WASHINGTON _ Après avoir longuement enquêté auprès de jeunes en début de cursus universitaire, des chercheurs américains ont compilé une liste des 237 raisons qui les poussent à faire l'amour. 535 mots (7 h 55 à l'Inter) USA−SEXE−ETUDE

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Résultats de CGI. 1 col.

4− Résultats de WestJet. 1 col.

5− Résultats de la BCE. 1 col.

6− Empire Murdoch. 1 col.

7− F1: Grand Prix de Hongrie. 2 col.

8− F1: classement. 2 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de la PC sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos de la PC. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos de la PC au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18 h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111

Le Cabinet du premier ministre fait expulser les journalistes par la GRC

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: POLITIQUE JUSTICE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 420

CHARLOTTETOWN (PC) _ Des agents de la Gendarmerie royale du Canada, agissant sur l'ordre du Cabinet du premier ministre, ont évincé des journalistes du hall d'un hôtel pour les empêcher de parler à des ministres conservateurs, mercredi.

Tandis que des groupes de touristes déambulaient librement dans le hall de l'hôtel Delta de Charlottetown, à l'Ile−du−Prince−Edouard, des policiers de la GRC en civil ont repoussé les journalistes qui s'étaient présentés à l'occasion de la séance estivale de stratégie de l'aile parlementaire du Parti conservateur. La rencontre de trois jours en prévision de la rentrée parlementaire de l'automne a lieu à cet hôtel.

"Il y a un moment et un endroit pour les médias", a déclaré un policier à un petit groupe de journalistes, indiquant ainsi clairement qu'il ne s'agissait pas d'une question de sécurité, mais de stratégie de communications. L'agent, non identifié, a affirmé suivre les directives du Cabinet du premier ministre.

Les journalistes n'étaient pas à portée d'oreille des discussions formelles du caucus, tant s'en faut. Mais ils étaient encore trop près pour les conservateurs, qui ont mis sur pied, en face de l'hôtel Delta, dans un édifice fédéral, une salle de travail pour les représentants des médias et ont promis que des parlementaires seraient disponibles pour des interviews "lorsque ce sera approprié".

Sandra Buckler, la directrice des communications du premier ministre Stephen Harper, a affirmé que les conservateurs _ qui ont fait campagne en promettant une plus grande transparence _ appliquaient simplement les mêmes pratiques que par le passé. Elle n'a pas commenté la pertinence du recours à la GRC pour tenir les journalistes à l'écart.

Le député Rahim Jaffer, président du caucus national, a été l'un des deux députés _ sur 125 _ à venir rencontrer les médias mercredi, premier jour du caucus. Après avoir d'abord indiqué que l'expulsion des journalistes visait à tenir ceux−ci à l'écart des familles des députés, M. Jaffer a soutenu que la décision avait été prise par la GRC pour des raisons de sécurité, même si des agents ont explicitement mentionné que la directive venait des conservateurs.

En soirée, M. Harper a prononcé un discours devant environ 900 personnes dans le cadre d'un rassemblement conservateur et d'un barbecue. Il n'a pas abordé l'épisode de l'expulsion.

Son allocution a porté sur les thèmes conservateurs traditionnels et fait l'éloge des réalisations de son gouvernement au cours de ses 18 mois au pouvoir.

Le ministre de l'Agriculture, Chuck Strahl, a lui aussi traversé la rue pour s'adresser aux membres des médias.

L'éviction est survenue après que des journalistes aient eu une discussion à l'amiable, dans le hall de l'hôtel, avec le ministre de la Défense Gordon O'Connor sur la mission militaire en Afghanistan.

GG8459−8149−FGJD406−ac.

Un commandant d'Al−Qaïda exhorte les Pakistanais à renverser le régime de Musharraf

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 214

LE CAIRE (AP) −− Un commandant d'Al−Qaïda a exhorté dans une vidéo diffusée mercredi sur Internet les Pakistanais à renverser le président Pervez Musharraf pour venger la mort du religieux extrémiste Abdul Rachid Ghazi dans l'assaut sur la Mosquée rouge à Islamabad.

Les combats entre forces de sécurité pakistanaises et extrémistes retranchés dans la Mosquée rouge ont fait au moins 102 morts le mois dernier.

Dans un message vidéo de 21 minutes, Abou Yahia al−Libi, qui s'était évadé en 2005 de la prison américaine de Bagram, au nord de Kaboul et qui serait depuis dans un camp de kamikazes dans l'est de l'Afghanistan, exhorte les Pakistanais à "se débarasser de cet apostat corrompu et tyrannique et de son régime mécréant". "Détruisez les fortifications de sa faible armée, les nids de sa sale agence de renseignement et le coeur de son régime mécréant", ajoute−t−il, dans cette vidéo dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, accusant Pervez Musharraf d'avoir poussé le Pakistan à "abandonner son identité islamique" et de s'être soumis aux Etats−Unis.

Depuis le siège de la Mosquée rouge, les fondamentalistes pakistanais ont organisé plusieurs manifestations contre le régime de Musharraf dans le pays, et les attaques visant les forces gouvernementales dans les zones tribales de l'est du pays se sont multipliées. AP

nc/v332

Otages sud−coréens: Séoul et Washington excluent une opération militaire, selon un responsable sud−coréen

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 226

MANILLE (AP) −− La Corée du Sud et les Etats−Unis excluent une opération militaire pour libérer les 21 otages sud−coréens encore retenus par les talibans en Afghanistan, a indiqué jeudi un responsable sud−coréen.

Par ailleurs, une délégation de parlementaires sud−coréens s'est envolée jeudi pour Washington afin de convaincre les Etats−Unis de peser de tout leur poids dans les négociations avec les talibans.

A Manille, le ministre sud−coréen des Affaires étrangères Song Min−soon et le vice−secrétaire d'Etat américain John Negroponte se sont entretenus de la situation jeudi lors d'une rencontre en marge d'une réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud−Est (ASEAN) sur la sécurité, a précisé ce responsable ayant requis l'anonymat.

"Les deux parties ont exclu la possibilité d'une opération militaire et ont établi comme priorité de résoudre pacifiquement la question en mobilisant tous les moyens possibles", a déclaré Song Min−soon à l'issue de la rencontre, selon ce responsable. "Les Etats−Unis ne préparent pas d'opération militaire", a−t−il ajouté, citant toujours le ministre sud−coréen.

Séoul avait annoncé mercredi qu'aucune opération militaire ne serait organisée sans son assentiment.

Le nouvel ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution des ressortissants sud−coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi. Un porte−parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

Les ravisseurs ont déjà exécuté deux des 23 otages enlevés le 19 juillet. AP

jp/v114−124

Un soldat de l'OTAN, un policier afghan et 10 militants tués dans des combats en Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 140

KABOUL (AP) −− Un soldat de l'OTAN est mort au combat dans l'est de l'Afghanistan mercredi, alors que d'autres affrontements dans le sud du pays ont coûté la vie à dix talibans présumés et un policier afghan, selon des responsables.

Un autre soldat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) a également été blessé dans les combats dans l'est du pays, selon un communiqué de l'OTAN, qui ne précisait pas le lieu exact des affrontements, ni la nationalité des soldats en question. La plupart des soldats dans le secteur sont des Américains.

Dans la province de Kandahar (sud), la police afghane a résisté à une offensive de talibans présumés, tuant 10 des assaillants, selon le ministère de l'Intérieur. Un policier est également décédé.

Les opérations militaires et les attaques des talibans ont fait plus de 3.500 morts cette année, la plupart issus de l'insurrection. AP

mgh/v354

Un onzième contingent de soldats canadiens s'envole pour l'Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 154

GARNISON VALCARTIER (PC) _ L'intense va−et−vient de personnel militaire se poursuit à la base des Forces armées canadiennes de Valcartier, dans la région de Québec.

Après le retour de militaires, mardi soir, près de 140 autres soldats de la Force opérationnelle interarmées Rotation 4 iront rejoindre leurs collègues en Afghanistan ce jeudi pour participer à une mission visant à accroître la sécurité et à aider à la reconstruction du pays.

Les troupes salueront leurs familles à la Garnison Valcartier entre 16h30 et 18h15, soit avant leur départ pour l'Aéroport international Jean−Lesage. Il s'agira du 11e vol depuis le 15 juin.

La contribution des Forces canadiennes en Afghanistan est constituée d'environ 2500 militaires de multiples professions et appartenant à des unités de diverses régions du Canada.

Plus tôt mercredi, en Afghanistan, le brigadier−général Guy Laroche a signé les documents protocolaires faisant de lui le troisième général à diriger l'armée canadienne en sol afghan depuis le début de la mission en 2002, après David Fraser et Tim Grant.

(CNW,NTR,jpd)

NGJPD16

Le ministre O'Connor nie tout différend avec Hillier face à l'Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 231

CHARLOTTETOWN (PC) _ Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

M. O'Connor, qui se trouve à Charlottetown pour une réunion du caucus conservateur, a fait l'objet de critques récemment pour avoir semblé contredire son chef d'état−major, le général Rick Hillier, relativement à l'échéancier afghan.

M. O'Connor a insisté pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Le ministre, lui−même un ex−général, et tous les généraux impliqués dans la mission afghane, affirment désormais que l'entraînement de l'armée afghane sera le centre d'attention d'ici à février 2009, moment où le mandat de l'armée canadienne dans ce pays prend fin.

M. O'Connor fait valoir que l'entraînement ne placera pas les Canadiens à l'abri de tirs ennemis mais préparera les Afghans pour le départ éventuel des troupes de l'OTAN.

Il y a deux semaines, le ministre avait indiqué que les troupes canadiennes seraient surtout en réserve d'ici à la fin de l'implication du Royal 22e régiment de Valcartier, une affirmation aussitôt contredite par le général Hillier.

M. O'Connor a par ailleurs indiqué que les Nations unies ne lui avaient pas demandé de troupes pour la mission au Darfour, au Soudan. Il a dit croire que toute demande éventuelle d'aide viserait plutôt de l'équipement, du transport ou de l'aide financière plutôt que des soldats.

(cp,psa)

ngpsa2

––LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00––

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 701

MINNEAPOLIS (AP) –– Un pont autoroutier s'est écroulé mercredi en pleine heure de pointe à Minneapolis (Minnesota), entraînant la chute de voitures dans le fleuve Mississippi, selon les autorités. L'accident a fait au moins un mort et 28 blessés, selon un responsable hospitalier. Plusieurs dizaines de véhicules étaient éparpillés et empilés les uns sur les autres parmi les débris. Selon le Minneapolis Star–Tribune, environ 50 véhicules sont tombés dans l'eau et au sol en contre–bas du pont.

PARIS (AP) –– Le président français Nicolas Sarkozy a assuré mercredi que la France n'avait offert "aucune" contrepartie à la Libye pour la libération des infirmières et du médecin bulgares, contrairement à ce qu'affirme l'un des fils du dirigeant Moammar Kadhafi dans un entretien au "Monde" daté de ce jeudi. "Il n'y a pas eu de contrat d'armement signé à l'occasion de la visite de Nicolas Sarkozy en Libye", a soutenu mercredi soir son porte–parole David Martinon.

PARIS (AP) –– Le président français Nicolas Sarkozy a reçu mercredi soir pour un dîner de travail à l'Elysée son homologue égyptien Hosni Moubarak, qu'il avait déjà rencontré en avril dernier alors qu'il n'était encore que candidat à la présidentielle. Les deux hommes ont évoqué les relations économiques entre leurs deux pays, le dossier iranien, les relations avec la Syrie, le Liban ou le conflit israélo–palestinien.

JERUSALEM (AP) –– Poursuivant sa visite au Proche–Orient, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice rencontrera ce jeudi le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à Ramallah (en Cisjordanie) pour évoquer notamment l'idée d'une conférence internationale de paix dans la région. Mercredi, la chef de la diplomatie américaine s'est entretenu avec le Premier ministre israélien Ehoud Olmert et plusieurs de ses ministres de la situation dans les territoires palestiniens et du projet de conférence proposé par George W. Bush.

PARIS (AP) –– La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires mercredi pour participer à la force hybride ONU–Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques. Mardi, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26.000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

GHAZNI, Afghanistan (AP) –– Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud–coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi, un porte–parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

SANTA CRUZ DE TENERIFE (AP) –– Les pompiers ont réussi à circonscrire deux gigantesques incendies de forêt qui ont ravagé plusieurs milliers d'hectares et contraint à l'évacuation de quelque 14.000 personnes sur deux des sept îles de l'archipel espagnol des Canaries, selon les autorités locales.

BAGDAD (AP) –– Le mois d'août a commencé par une journée particulièrement meurtrière en Irak: 142 personnes ont été tuées ou retrouvées mortes mercredi à travers le pays, dont près de la moitié (70) dans la seule capitale Bagdad, où l'explosion d'un camion–citerne à proximité d'une station–service a fait au moins 50

morts et 60 blessés.

CAMP PENDLETON (AP) –– Un caporal des Marines a été reconnu coupable mercredi de complot dans l'affaire du meurtre d'un Irakien dans la ville de Hamdania, en avril 2006, mais a été acquitté des charges de meurtre avec préméditation et d'enlèvement. Egalement reconnu coupable de vol et d'effraction par une cour martiale américaine, le caporal Marshall Magincalda risque la prison à vie.

ALGER (AP) –– Sid Ali Rachid, alias Ali Dix, l'homme présenté comme le cerveau des attentats commis à Alger le 11 avril et à Lakhdaria le 11 juillet a été abattu lundi en Kabylie par l'armée algérienne, a rapporté mercredi l'agence officielle APS citant des sources sécuritaires.

WELLINGTON (AP) –– Un séisme d'une magnitude de 7,2 a secoué jeudi matin l'archipel de Vanuatu, dans le Pacifique–Sud, causant des dégâts matériels mais aucun blessé, selon les autorités. La secousse, enregistrée à 4h08 locales (17h08 GMT mercredi), était centré à 172km sous–terre à 45km au large de la ville de Luganville, sur l'île d'Espiritu Santo, selon le Geological Survey américain. AP

jp

Le ministre O'Connor nie tout différend avec Hillier face à l'Afghanistan

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 231

CHARLOTTETOWN (PC) _ Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, affirme que même si l'attention des militaires canadiens en Afghanistan se tourne désormais vers l'entraînement des troupes afghanes, cela n'empêchera pas des soldats canadiens d'être tués ou blessés.

M. O'Connor, qui se trouve à Charlottetown pour une réunion du caucus conservateur, a fait l'objet de critques récemment pour avoir semblé contredire son chef d'état−major, le général Rick Hillier, relativement à l'échéancier afghan.

M. O'Connor a insisté pour dire qu'il n'y a pas un iota de désaccord entre lui et le général Hillier sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Le ministre, lui−même un ex−général, et tous les généraux impliqués dans la mission afghane, affirment désormais que l'entraînement de l'armée afghane sera le centre d'attention d'ici à février 2009, moment où le mandat de l'armée canadienne dans ce pays prend fin.

M. O'Connor fait valoir que l'entraînement ne placera pas les Canadiens à l'abri de tirs ennemis mais préparera les Afghans pour le départ éventuel des troupes de l'OTAN.

Il y a deux semaines, le ministre avait indiqué que les troupes canadiennes seraient surtout en réserve d'ici à la fin de l'implication du Royal 22e régiment de Valcartier, une affirmation aussitôt contredite par le général Hillier.

M. O'Connor a par ailleurs indiqué que les Nations unies ne lui avaient pas demandé de troupes pour la mission au Darfour, au Soudan. Il a dit croire que toute demande éventuelle d'aide viserait plutôt de l'équipement, du transport ou de l'aide financière plutôt que des soldats.

(cp,psa)

ngpsa2

––LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00––

DATE: 2007.08.01
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 701

MINNEAPOLIS (AP) –– Un pont autoroutier s'est écroulé mercredi en pleine heure de pointe à Minneapolis (Minnesota), entraînant la chute de voitures dans le fleuve Mississippi, selon les autorités. L'accident a fait au moins un mort et 28 blessés, selon un responsable hospitalier. Plusieurs dizaines de véhicules étaient éparpillés et empilés les uns sur les autres parmi les débris. Selon le Minneapolis Star–Tribune, environ 50 véhicules sont tombés dans l'eau et au sol en contre–bas du pont.

PARIS (AP) –– Le président français Nicolas Sarkozy a assuré mercredi que la France n'avait offert "aucune" contrepartie à la Libye pour la libération des infirmières et du médecin bulgares, contrairement à ce qu'affirme l'un des fils du dirigeant Moammar Kadhafi dans un entretien au "Monde" daté de ce jeudi. "Il n'y a pas eu de contrat d'armement signé à l'occasion de la visite de Nicolas Sarkozy en Libye", a soutenu mercredi soir son porte–parole David Martinon.

PARIS (AP) –– Le président français Nicolas Sarkozy a reçu mercredi soir pour un dîner de travail à l'Elysée son homologue égyptien Hosni Moubarak, qu'il avait déjà rencontré en avril dernier alors qu'il n'était encore que candidat à la présidentielle. Les deux hommes ont évoqué les relations économiques entre leurs deux pays, le dossier iranien, les relations avec la Syrie, le Liban ou le conflit israélo–palestinien.

JERUSALEM (AP) –– Poursuivant sa visite au Proche–Orient, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice rencontrera ce jeudi le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à Ramallah (en Cisjordanie) pour évoquer notamment l'idée d'une conférence internationale de paix dans la région. Mercredi, la chef de la diplomatie américaine s'est entretenu avec le Premier ministre israélien Ehoud Olmert et plusieurs de ses ministres de la situation dans les territoires palestiniens et du projet de conférence proposé par George W. Bush.

PARIS (AP) –– La France, le Danemark et l'Indonésie ont été les premiers pays, au lendemain de sa création par le Conseil de sécurité, à se porter volontaires mercredi pour participer à la force hybride ONU–Union africaine pour la paix au Darfour, qui sera cependant principalement constituée d'Africains soutenus par des Asiatiques. Mardi, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité l'envoi de l'UNAMID, forte à terme de 26.000 hommes, soit, si elle arrive à ce niveau, la force la plus conséquente déployée dans le monde.

GHAZNI, Afghanistan (AP) –– Alors que l'ultimatum fixé par les talibans pour l'exécution d'autres ressortissants sud–coréens qu'ils détiennent depuis le 19 juillet a expiré mercredi, un porte–parole des militants a assuré qu'ils demeuraient saufs et dit espérer que le gouvernement afghan déciderait finalement d'accepter d'échanger les otages contre des talibans prisonniers.

SANTA CRUZ DE TENERIFE (AP) –– Les pompiers ont réussi à circonscrire deux gigantesques incendies de forêt qui ont ravagé plusieurs milliers d'hectares et contraint à l'évacuation de quelque 14.000 personnes sur deux des sept îles de l'archipel espagnol des Canaries, selon les autorités locales.

BAGDAD (AP) –– Le mois d'août a commencé par une journée particulièrement meurtrière en Irak: 142 personnes ont été tuées ou retrouvées mortes mercredi à travers le pays, dont près de la moitié (70) dans la seule capitale Bagdad, où l'explosion d'un camion–citerne à proximité d'une station–service a fait au moins 50

morts et 60 blessés.

CAMP PENDLETON (AP) –– Un caporal des Marines a été reconnu coupable mercredi de complot dans l'affaire du meurtre d'un Irakien dans la ville de Hamdania, en avril 2006, mais a été acquitté des charges de meurtre avec préméditation et d'enlèvement. Egalement reconnu coupable de vol et d'effraction par une cour martiale américaine, le caporal Marshall Magincalda risque la prison à vie.

ALGER (AP) –– Sid Ali Rachid, alias Ali Dix, l'homme présenté comme le cerveau des attentats commis à Alger le 11 avril et à Lakhdaria le 11 juillet a été abattu lundi en Kabylie par l'armée algérienne, a rapporté mercredi l'agence officielle APS citant des sources sécuritaires.

WELLINGTON (AP) –– Un séisme d'une magnitude de 7,2 a secoué jeudi matin l'archipel de Vanuatu, dans le Pacifique–Sud, causant des dégâts matériels mais aucun blessé, selon les autorités. La secousse, enregistrée à 4h08 locales (17h08 GMT mercredi), était centré à 172km sous–terre à 45km au large de la ville de Luganville, sur l'île d'Espiritu Santo, selon le Geological Survey américain. AP

jp